

**Enabel** 



# **RAPPORT DES RESULTATS 2018**

*RDC1217111 - PRODAKOR*

**RD CONGO**

## Table des matières

<b>TABLE DES MATIÈRES.....</b>	<b>2</b>
<b>ACRONYMES.....</b>	<b>4</b>
<b>1 APERÇU DE L'INTERVENTION.....</b>	<b>5</b>
1.1 FICHE D'INTERVENTION.....	5
1.2 EXÉCUTION BUDGÉTAIRE.....	6
1.3 AUTOÉVALUATION DE LA PERFORMANCE.....	6
1.3.1 Pertinence.....	6
1.3.2 Efficacité.....	6
1.3.3 Efficience.....	7
1.3.4 Durabilité potentielle.....	8
1.4 CONCLUSIONS.....	8
<b>2 MONITORING DES RÉSULTATS.....</b>	<b>9</b>
2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE.....	9
2.1.1 Contexte général.....	9
2.1.2 Contexte institutionnel.....	9
2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution.....	9
2.1.4 Contexte HARMO.....	10
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME.....	10
2.2.1 Progrès des indicateurs.....	10
2.2.2 Analyse des progrès réalisés.....	11
2.2.3 Impact potentiel.....	22
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1.....	23
2.3.1 Progrès des indicateurs.....	23
2.3.2 État d'avancement des principales activités.....	25
2.3.3 Analyse des progrès réalisés.....	25
2.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2.....	39
2.4.1 Progrès des indicateurs.....	39
2.4.2 État d'avancement des principales activités.....	40
2.4.3 Analyse des progrès réalisés.....	40
2.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3.....	43
2.5.1 Progrès des indicateurs.....	43
2.5.2 État d'avancement des principales activités.....	45
2.5.3 Analyse des progrès réalisés.....	45
2.6 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4.....	45
2.6.1 Progrès des indicateurs.....	45
2.6.2 État d'avancement des principales activités.....	46
2.6.3 Analyse des progrès réalisés.....	46
<b>3 THÈMES TRANSVERSAUX.....</b>	<b>47</b>
3.1 GENRE.....	47
3.2 ENVIRONNEMENT.....	48
3.3 AUTRE.....	48
<b>4 GESTION DES RISQUES.....</b>	<b>50</b>

<b>5 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE.....</b>	<b>53</b>
5.1 RÉORIENTATIONS STRATÉGIQUES.....	53
5.2 RECOMMANDATIONS SUR BASE DES RÉORIENTATIONS STRATÉGIQUES DÉCRITES .....	54
5.3 ENSEIGNEMENTS TIRÉS.....	54
<b>6 ANNEXES.....</b>	<b>55</b>
6.1 CRITÈRES DE QUALITÉ.....	55
6.2 DÉCISIONS PRISES PAR LE COMITÉ DE PILOTAGE ET SUIVI.....	58
6.3 CADRE LOGIQUE MIS À JOUR.....	61
6.4 APERÇU DES MORE RESULTS.....	64
6.5 RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) ».....	65
6.6 RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION.....	68

## Acronymes

APSKO	Association des Producteurs des Semences
ATN	Assistant Technique National
CICR	Comité International de la Croix Rouge
CIRAD	Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
COPROSEM	Conseil Provincial de la Semence
CRS	Catholic Relief Service
EDUKOR	Education au Kasai Oriental
FC	Franc Congolais
IITA	International Institute of Tropical Agriculture
IITA	International Institute of Tropical Agriculture
INERA	Institut National d'Étude et de Recherche Agronomique
IPAPEL	Inspection Provinciale de l'Agriculture, Pêche et Élevage
IPDR	Inspection Provinciale de Développement Rural
ITAV/Tshioji	Institut Technique Agricole et Vétérinaire de Tshioji
KOR	Kasai Oriental
MB	Marge Brute
OPA	Organisation des Producteurs Agricoles
OPB	Organisation Paysanne de Base
P.E.	Parcelle Expérimentale
PPF	Progrès de la Femme Paysanne
PICS	Purdue Improved Cowpea Storage
PRODAKOR	Programme de Développement de l'Agriculture du Kasai Oriental
PTF	Partenaire Technique et Financier
R&D	Recherche et Développement
RDC	République Démocratique du Congo
SENASAEM	Service National des Semences
SIM/SIP	Système d'Information des Marchés/Système d'Information des Prix
SMCL	Structure Mixte de Concertation Locale
SQD	Semences de Qualité Déclarée
UPOV	Union pour la Protection des Obtentions Végétales
USD	United States Dollar

# 1 Aperçu de l'intervention

## 1.1 Fiche d'intervention

<b>Intitulé de l'intervention</b>	<b>Programme de Développement de l'Agriculture au Kasai Oriental (PRODAKOR)</b>
<b>Code de l'intervention</b>	<b>RDC 1217111</b>
<b>Localisation</b>	RD Congo – Province du Kasai Oriental
<b>Budget total</b>	11 000 000 Euros
<b>Institution partenaire</b>	Ministère Provincial de l'Agriculture, Pêche et Elevage
<b>Date de début de la Convention spécifique</b>	03/07/2013
<b>Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture</b>	Octobre 2013
<b>Date prévue de fin d'exécution</b>	Octobre 2019
<b>Date de fin de la Convention spécifique</b>	02/07/2020
<b>Groupes cibles</b>	<p><b>* Cibles directs :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les Organisations Paysannes Agricoles ;</li> <li>- Unions des Organisations Paysannes de base ;</li> <li>- Ministère provincial en charge de l'Agriculture ;</li> <li>- Ministère Provincial en charge du Développement Rural, du Genre, Famille et Enfant ;</li> <li>- Inspection Provinciale de l'Agriculture, Pêche et Elevage (IPAPEL) ;</li> <li>- Inspection Provinciale du Développement Rural (IPDR) ;</li> <li>- Service National des semences (SENASEM) ;</li> <li>- Institut National d'Etude et Recherche Agronomique (INERA, Station de Ngandajika).</li> </ul> <p><b>* Cibles indirects :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Agriculteurs</li> <li>- Entrepreneurs agricoles privés.</li> </ul>
<b>Impact</b>	Le déficit alimentaire et la pauvreté dans la province du Kasai Oriental sont réduits par la relance durable du secteur agricole
<b>Outcome</b>	Les revenus des exploitations familiales provenant de leurs activités agricoles sont augmentées de façon durable dans la Province du Kasai Oriental, dans un processus respectueux de l'environnement, en inscrivant les interventions dans les dynamiques du marché et en tenant compte des contraintes et des besoins différenciés des hommes et des femmes.
<b>Outputs</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les services d'innovation technique, d'expérimentation paysanne et d'appui-conseil destinés aux exploitations familiales sont améliorés. Ils émergent dans un processus d'autonomisation d'organisations paysannes au sein des villages et proposent des techniques innovantes susceptibles d'améliorer la rentabilité des exploitations familiales.</li> <li>2. Les services de conservation, de transformation et de commercialisation des produits des exploitations familiales sont améliorés.</li> <li>3. La gouvernance du secteur agricole dans la province est améliorée.</li> <li>4. Le leadership des femmes rurales est renforcé.</li> </ol>
<b>Année couverte par le rapport</b>	<b>2018</b>

## 1.2 Exécution budgétaire

	Budget	Dépenses		Solde	Taux de déboursement à la fin de l'année 2018
		Années précédentes (2013 - 2017)	Année couverte par le rapport (2018)		
<b>Total</b>	<b>11.000.000</b>	<b>7.861.308,13</b>	<b>1.461.031,92</b>	<b>1.677.659,95</b>	<b>85 %</b>
<b>Output 1</b>	4.580.940	3.645.897,42	366.984,54	568.058,04	88 %
<b>Output 2</b>	648.000	222.315,67	134.207,12	291.477,21	55 %
<b>Output 3</b>	1.305.500	722.940,08	301.711,95	280.847,97	78 %
<b>Output 4</b>	437.500	125.962,00	20.230,54	291.307,46	33 %
<b>Réserve budgétaire</b>	125.185	0,00	0,00	125.185,00	0 %
<b>Moyens généraux</b>	3.902.875	3.144.192,96	637.897,77	120.784,27	97 %

## 1.3 Autoévaluation de la performance

### 1.3.1 Pertinence

	Performance
<b>Pertinence</b>	<b>A</b>

L'intervention PRODAKOR reste très pertinente, cinq années après son démarrage sur terrain, car elle répond parfaitement aux besoins des populations bénéficiaires et est en cohérence avec les politiques nationales de la RDC et de la politique belge en matière de coopération au développement.

Le contexte politique, social et économique de la RDC n'a pas évolué dans le bon sens depuis la mise en oeuvre de cette intervention. Le pays fait face à des nouveaux problèmes qui se sont créés entre temps et qui n'aident pas à améliorer de manière durable la situation des populations bénéficiaires. On peut citer: *le conflit armé (phénomène Kamwina Nsapu) qui est apparu dans la zone, avec des déplacements des populations placées inutilement dans des situations de détresse majeure; l'application brutale et non préparée de la décentralisation avec l'éclatement de l'ancienne Province du Kasai Oriental en trois nouvelles provinces (Kasai Oriental, Lomami et Sankuru); le changement fréquent des autorités provinciales au gré des vicissitudes politiques du pays, avec comme conséquence pour l'intervention des explications supplémentaires auprès des autorités qui arrivent et quelques déficits de compréhension sur la manière d'implémenter les actions sur terrain etc.*

Malgré toutes ces difficultés, l'équipe du PRODAKOR et de l'ensemble de la Coordination du Programme Enabel au Kasai Oriental a travaillé pour maintenir l'essentiel et consolider les résultats obtenus avec un noyau des bénéficiaires qui a été apte au changement. Donc, ce programme reste pertinent jusqu'à ce jour.

### 1.3.2 Efficacité

	Performance
<b>Efficacité</b>	<b>B</b>

L'équipe du PRODAKOR est focalisé sur l'atteinte de l'Outcome, aussi bien dans la mise en oeuvre des activités que dans la réalisation des outputs. Les ajustements sont faits en cours d'exécution en fonction de l'évolution du contexte, afin de maintenir le cap sur la réalisation de l'objectif spécifique de ce programme.

Grâce aux enquêtes menées sur terrain, nous constatons que les agriculteurs qui évoluent dans la filière semencière commencent à produire et à vendre aux agriculteurs les semences de qualité, ce qui améliore petit à petit leur niveau de revenu. Malheureusement, ces agriculteurs sont encore dans une situation où ils communiquent très peu sur les recettes qu'ils réalisent, par peur des taxes et autres tracasseries des services de l'Etat qui ne semblent pas faciliter le travail des acteurs économiques sur terrain.

Les agriculteurs qui passent par le service de vente groupée de leurs produits, mis en place par les unions des OPB réalisent aussi des marges intéressantes par rapport aux saisons agricoles passées où ils se débrouillaient par eux-mêmes, sans appuis et sans informations appropriées sur les marchés et les prix. Ce qui est en train de changer petit à petit.

Le travail réalisé par le PRODAKOR sur les semences et sur les techniques agroécologiques de production qui entretiennent la fertilité des sols fait que les agriculteurs qui s'accrochent à ces connaissances voient les rendements de leurs cultures augmentés et donc une amélioration des possibilités d'accroissement des revenus pour eux. Même si l'augmentation des rendements en lui-même ne garantit pas l'accroissement des recettes, encore faut-il que les agriculteurs arrivent à bien vendre leurs produits et qu'ils puissent se soustraire de la prédation des services de l'Etat, avec des tracasseries de toute sorte. Tout de même l'amélioration des rendements constitue un bon départ à encourager.

Un premier noyau des agriculteurs (pour les cultures vivrières) et des planteurs (pour le palmier à huile) dits «*de référence*» venait d'être constitué, afin de les entraîner à devenir des petits entrepreneurs agricoles. Ils pourront ainsi montrer l'exemple en ce qui concerne la gestion efficace d'une exploitation agricole et pourraient servir de locomotive pour entraîner le reste des agriculteurs qui viennent sur leurs pas.

### 1.3.3 Efficience

	<b>Performance</b>
<b>Efficience</b>	<b>B</b>

L'intervention PRODAKOR est gérée de manière efficace, aussi bien pour les ressources humaines, matérielles et que financières.

Compte tenu du contexte de travail en perpétuelle évolution, comme évoqué ci-dessus, les adaptations ont été apportées pour faire face à ces contingences et gérer les ressources disponibles de manière efficace. Par exemple, la coordination provinciale du programme Enabel au Kasai Oriental a été obligée de suspendre les activités dans le Territoire de Kamiji dans la Province de Lomami du mois d'avril jusqu'au mois de novembre 2018, à cause des difficultés d'accès suite aux tracasseries des forces de défense et des services de sécurité venus dans cette contrée pour combattre le phénomène Kamwina Nsapu.

Les équipements et fournitures pour les activités du résultat 2 liées à la conservation, transformation et commercialisation des produits agricoles a connu un retard important. Mais les marchés publics sont passés et en cours d'exécution actuellement. Ce qui fera qu'en fin de compte ces infrastructures seront bel et bien livrées avant la clôture de ce programme.

Le «*turn over*» du personnel du PRODAKOR s'est poursuivi encore en 2018 avec le départ de l'ATN en charge du Renforcement des capacités et de l'appui institutionnel, qui est en cours de remplacement. L'équipe du PRODAKOR a fait des efforts pour se répartir les tâches et combler les vides créés par tous les départs enregistrés, en attendant de pourvoir les postes vacants.

Les ressources financières ont également été utilisées de manière efficace, en respectant le plafonnement imposé au PRODAKOR pour l'année 2018. Globalement la

gestion a été satisfaisante dans le respect des règles et procédures de gestion en vigueur au sein de Enabel. Il n'y a pas eu de fraude décelée, à la suite des nombreux contrôles internes, ni d'argent perdu pour une raison ou une autre.

### 1.3.4 Durabilité potentielle

	<b>Performance</b>
<b>Durabilité potentielle</b>	<b>B</b>

Sur le plan technique, l'appropriation des actions du PRODAKOR par les bénéficiaires est garantie pour certaines d'entre elles et persisteront après la clôture de ce programme. L'appropriation par certains agriculteurs du travail sur *la fertilité des sols et les techniques agroécologiques* est une réalité; *l'action des agrimultiplicateurs comme entrepreneurs agricoles dans le domaine des semences* est également une réalité à ce jour; *la vente groupée des produits agricoles* a de plus en plus d'agriculteurs qui y adhèrent. Nous avons été agréablement surpris de constater que dans le Territoire de Kamiji où les activités du PRODAKOR ont été suspendues pendant plus de 6 mois, au retour de la population après sa dispersion par le conflit Kamwina Nsapu, les OPB ont spontanément réinstallées *les parcelles expérimentales*, même si elles n'étaient pas tout à fait réalisées selon les normes. Les ménages agricoles ont pu se faire de l'argent rapidement en vendant les produits de leurs récoltes de manière groupée. Ce genre d'initiatives nous rassurent et nous montrent que quelque chose pourra rester à la fin de ce programme.

*L'action Palmier à huile* est fortement appréciée dans l'ensemble de la zone, surtout que les premiers palmiers mis en terre en 2016 commencent à donner les premiers régimes, petits au départ et sans grand intérêt économique, mais qui promettent de donner de très bons résultats dans les prochains jours.

## 1.4 Conclusions

Le PRODAKOR a déjà déployé sa stratégie d'intervention, acceptée par la SMCL en juillet 2015. Malgré les multiples contraintes qui ont jalonné son action en 2018, nous pouvons retenir cependant que les perspectives sont bonnes pour ce qui concerne:

- \* *l'adoption des techniques agroécologiques qui améliorent la fertilité des sols par certains agriculteurs éveillés et aptes ;*
- \* *la production des semences de qualité par les agrimultiplicateurs et leur utilisation par les agriculteurs qui les achètent, bien qu'il y ait encore des efforts à fournir;*
- \* *la vente groupée des produits agricoles par les exploitants agricoles familiaux;*
- \* *l'action palmier à huile qui est fortement appréciée dans le milieu et dont les principales palmeraies ont été cartographiées sur GoogleMaps.*

Par contre, la problématique de l'accompagnement des agriculteurs sur terrain reste entière. Les sources de financement permettant de compenser les fonds mis à disposition par PRODAKOR ne sont pas encore clairement identifiés par les institutions publiques locales.

Fonctionnaire exécution Enabel

Stanis MATIA



ATN Responsable du PRODAKOR

## 2 Monitoring des résultats

### 2.1 Évolution du contexte

#### 2.1.1 Contexte général

Le contexte de travail en 2018 a été caractérisé par la préparation aux élections présidentielles, législatives nationales et législatives provinciales avec la fin des opérations d'enrôlement des électeurs au mois de janvier dans les derniers territoires du Grand Kasai. Ces élections étaient prévues dans un premier temps pour le 23 décembre et ensuite effectivement tenues le 30 décembre 2018.

Dans les Provinces du Kasai Oriental et de Lomami, l'année 2018 a commencé avec la fin progressive des désordres et violences occasionnées par le **phénomène** « **Kamwina Nsapu** » localisé dans les Territoires de Miabi et Tshilenge dans la Province du Kasai Oriental et dans la partie Sud du Territoire de Luilu ainsi que dans le Territoire de Kamiji dans la Province de Lomami.

Des difficultés de déplacement dans la zone ont été constatées tout au long de l'année avec des « tracasseries » diverses au niveau des nombreuses barrières militaires érigées sur les routes pour des raisons de sécurité. Ces difficultés ont poussé la Coordination Provinciale du Programme Enabel au Kasai Oriental et Lomami à suspendre les activités dans tout le territoire de Kamiji à partir du mois de juin 2018, jusqu'à la fin de l'année pratiquement. Une évaluation de la situation sécuritaire, surtout des tracasseries, a été faite en novembre 2018 et a permis de constater que ces difficultés ont diminué et que les activités pourront reprendre dans ce territoire en 2019, si les conditions restaient les mêmes ou s'amélioreraient encore dans les prochains jours.

#### 2.1.2 Contexte institutionnel

En 2018, la collaboration du PRODAKOR avec les institutions publiques des provinces du Kasai Oriental et de Lomami est restée globalement satisfaisante, même si on a constaté des moments d'incompréhension avec certaines autorités de la Province de Lomami.

La collaboration avec les services techniques a été bonne, notamment avec :

- l'INERA Ngandajika : avec la finalisation du travail des essais des semences des cultures vivrières en saison B 2018 ;
- l'IPAPEL et l'IPDR : clôture des conventions de subsides signées avec le PRODAKOR en 2017 ;
- le SENASEM : clôture de la convention de subside signée avec le PRODAKOR, suite aux perturbations connues par ce service au niveau du staff dirigeant avec la perte de son Coordinateur Provincial au courant de l'année 2018.

Les deux Ministres Provinciaux en charge de l'agriculture de deux provinces, c.à.d du Kasai Oriental et de Lomami, ont pu effectuer des visites de terrain pour constater la réalité des résultats obtenus à ce jour avec l'appui du PRODAKOR. Ils ont librement avec les bénéficiaires sur leur degré de satisfaction et d'appropriation des actions réalisées à leur intention.

#### 2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Nous avons cependant constaté qu'avec la fin des conventions de subside signées avec IPAPEL et IPDR, il y a eu un relâchement de l'accompagnement technique des OPB sur terrain par les agents de ces deux services. Ce qui ne garantit pas la pérennité de cette action après le retrait du Programme, car les activités de suivi et d'accompagnement des agriculteurs sur terrain doivent être financées. A l'heure actuelle, rien n'est fait par les

institutions congolaises pour mobiliser les ressources propres afin de pérenniser cet accompagnement.

C'est ainsi que l'équipe du PRODAKOR a mis sur pied **une stratégie de consolidation des activités à partir de Q4 2018 jusqu'à la fin de l'année 2019** pour outiller les animateurs endogènes des OPB à assurer eux-mêmes cet appui technique. Des agriculteurs « modèles » ont également été identifiés de manière à ce que leur travail sur terrain puisse servir d'exemples aux autres agriculteurs, afin d'assurer la diffusion des meilleures méthodes de travail par effet « tâche d'huile » auprès des agriculteurs de la zone d'intervention couverte par le PRODAKOR.

Sur le plan de la gestion courante, l'année 2018 a connu un plafonnement budgétaire qui a poussé l'équipe du PRODAKOR à réduire ses ambitions de travail pour cet exercice. Le PRODAKOR s'est adaptée à ce changement de contexte en réduisant la commande de graines pré-germées de palmier à huile à 50 000 au lieu de 100 000 planifiées au départ. Les activités de l'ensemble des résultats ont été affectées négativement par cette décision.

Ce plafonnement a aussi occasionné des incertitudes quant à la continuité des contrats de travail des agents. C'est pourquoi le « **turn over** » décrié en 2017 s'est encore poursuivi en 2018 avec le départ de l'ATN en charge du Renforcement des capacités et de l'appui institutionnel.

#### **2.1.4** Contexte HARMO

Les activités du PRODAKOR s'insèrent bien dans les politiques agricoles de la RDC. Elles restent donc pertinentes de ce point de vue.

Les autres organismes qui sont arrivés dans la zone de travail du PRODAKOR pour faire face aux besoins humanitaires d'urgence de la population sinistrée dans les zones affectées par le conflit, travaillent finalement dans une infime partie de la zone d'intervention du PRODAKOR.

Faute de coordination des actions entre différents PTF par les institutions publiques provinciales, l'installation de ces organismes a eu des effets négatifs sur les activités du PRODAKOR, notamment le débauchage des agents Enabel et aussi du personnel technique des services de l'Etat qui collaboraient avec le programme. C'est le cas avec CRS et Care International.

La stratégie de consolidation évoquée plus haut, l'identification et le renforcement des capacités des agriculteurs « *de référence* » seront certainement une bonne solution pour convaincre de la justesse des efforts qui sont demandés aux agriculteurs, une fois que des résultats intéressants avec ces agriculteurs de référence.

## **2.2 Performance de l'outcome**



### **2.2.1** Progrès des indicateurs

L'intervention du PRODAKOR a comme finalité, d'amener à l'amélioration des revenus des exploitations familiales provenant de leurs activités agricoles. Afin de bien mesurer l'évolution de l'atteinte de l'outcome, une série des indicateurs permet de comprendre et d'avoir une idée sur la direction que prennent les actions menées par le programme. Le suivi des indicateurs donne une lumière et une bonne compréhension dans la succession des activités en tenant compte des contextes et réalités sur terrain. Ainsi le Programme avance dans une bonne direction, dans la professionnalisation et l'autonomisation des agriculteurs en passant par l'amélioration de leurs revenus provenant de leurs activités agricoles.

<b>Outcome : Les revenus des exploitations familiales provenant de leurs activités agricoles sont augmentées de façon durable dans la province du Kasaï Oriental, dans un processus respectueux de l'environnement, en inscrivant les interventions dans les dynamiques du marché et en tenant compte des contraintes et des besoins différenciés des femmes et des hommes.</b>					
<i>Indicateurs</i>	<i>Valeur de la Baseline</i>	<i>Valeur année 2016</i>	<i>Valeur année 2017</i>	<i>Cible année 2018</i>	<i>Cible finale 2019</i>
Augmentation du niveau d'adoption des innovations durables par saison agricole A et B par les membres des OPB depuis les parcelles expérimentales et vergers expérimentaux.	0	68% des paysans déclarent avoir adopté entre 75% et 100% des innovations proposées.	88% des paysans déclarent avoir adopté entre 75% et 100% des innovations proposées	81% des paysans déclarent avoir adopté entre 75% et 100% des innovations proposées	80 %
Mais	0.75 t/ha	1,15 t/ha	0,72 t/ha	0,92 t/ha	1,0 t/ha
Niébé	0.3-0.4 t/ha	0.19 t/ha	-	-	-
Arachide	0.6-0.7 t/ha	-	-	-	-
Augmentation des marges brutes (MB) dans les bandes de démonstration des PE par saison A et B.	58 989 FC /ha	67 474 FC/ha	876 137 FC/ha	246 537 FC/ha	350 000 FC/ha

La marge brute a fait un bond considérable entre les années 2016 et 2017, suite à l'engouement des agriculteurs pour la pratique des innovations apprises. Cet engouement continue d'ailleurs.

Par contre cette marge brute a connu un fléchissement en 2018, suite au fait que les données de certaines contrées qui ont connu des désordres suite au conflit armé n'ont pas été prises en compte. C'est le cas des territoires de Kamiji, d'une partie des Territoires de Miabi et de Tshilenge. C'est également le cas pour ce qui concerne le taux d'adoption.

Pour l'année 2019, il y aura deux indicateurs qui seront suivis et consignés dans le logiciel Pilot pour ce qui concerne l'outcome. Il s'agit de deux indicateurs suivants:

**1° Augmentation du niveau d'adoption des innovations durables par les ménages agricoles dans leurs exploitations familiales ;**

**2° Amélioration du revenu brut des agriculteurs issu des activités agricoles (cultures vivrières et palmier à huile).**

Ces indicateurs permettront de mieux évaluer les changements qui interviennent en ce qui concerne le niveau d'atteinte de l'objectif spécifique.

Ils seront suivis sur base des enquêtes ménages qui seront menées sur terrain pendant chaque saison agricole sur un échantillon représentatif réduit.

### **2.2.2 Analyse des progrès réalisés**

Les indicateurs sont récoltés en tenant compte des délais et périodes prévues dans la matrice de suivi et évaluation. Avec l'appui de PRODAKOR une action publique a été enclenchée en mettant ensemble les services étatiques chacun dans son rôle et son mandat (que nous avons appelé « **comité de pilotage** ») pour accompagner les processus de structuration des organisations paysannes de base dans l'autonomisation des services agricoles de proximité. Cela s'explique dans les interventions suivantes :

- *L'accès aux innovations agricoles sur les techniques de production durables;*
- *L'expérimentation paysanne et l'intégration progressive des innovations dans les*

- *systèmes de cultures locaux;*
- *L'appui conseil à la gestion de l'exploitation agricole;*
- *La formation technique et économique.*

Les méthodes de collecte et d'analyse des données sont mises en place par le comité de pilotage, un organe technique de concertation composé essentiellement des services techniques de l'Etat (IPAPEL, IPDR, SNV et INERA) avec la participation du PRODAKOR, qui ont pour rôle la validation des modules techniques de formation, le suivi des activités et le traitement des données des campagnes agricoles. Ainsi donc, chaque service technique impliqué dans les actions du programme se sent redevable dans l'atteinte des résultats en amont et en aval.

### **2.2.2.1 Evolution du niveau d'adoption des innovations techniques durables en saison A et B par les membres des OPB dans leurs champs individuels**

Le taux d'adoption fait partie des indicateurs qui sont relevés par l'enquête sur terrain. Il s'agit ici de la façon dont les agriculteurs mettent en pratique toutes les innovations leur proposées dans leurs propres champs, après les avoir testées dans les parcelles expérimentales. **L'enquête se fait dans le champ du paysan et non dans la parcelle expérimentale de l'organisation paysanne.**

Car le but est de voir le paysan s'approprier l'innovation et d'en faire une pratique courante, une habitude, dans ses travaux aux champs.

Nous signalons ici que l'adoption est libre, facultative et non contraignante.

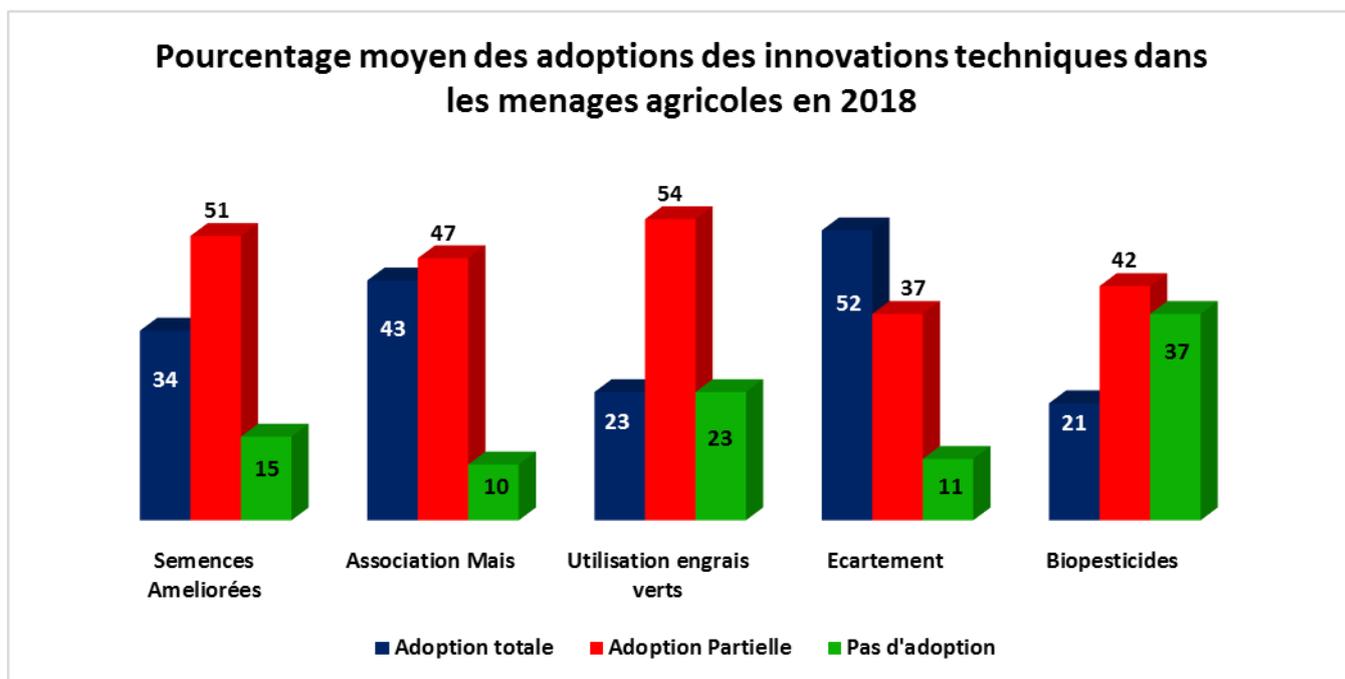
Pour rappel, les techniques proposées pour la filière « cultures vivrières » sont les suivantes :

- *L'utilisation des semences de qualité et certifiées par les agriculteurs dans leurs champs;*
- *Les associations des cultures (Maïs + Légumineuses);*
- *L'utilisation des engrais verts et des jachères améliorantes des légumineuses;*
- *Le respect des écartements;*
- *L'utilisation de biopesticides pour la lutte contre les prédateurs.*

Pour un échantillon de 1607 ménages agricoles interrogés dans les 15 bassins de production de la zone d'intervention du PRODAKOR, le graphique ci-dessous donne les résultats d'une manière générale :

## 1° Degré d'adoption des innovations techniques dans les 15 bassins enquêtés

*Graphique 1 : Pourcentage moyen d'adoption des innovations techniques dans des ménages*



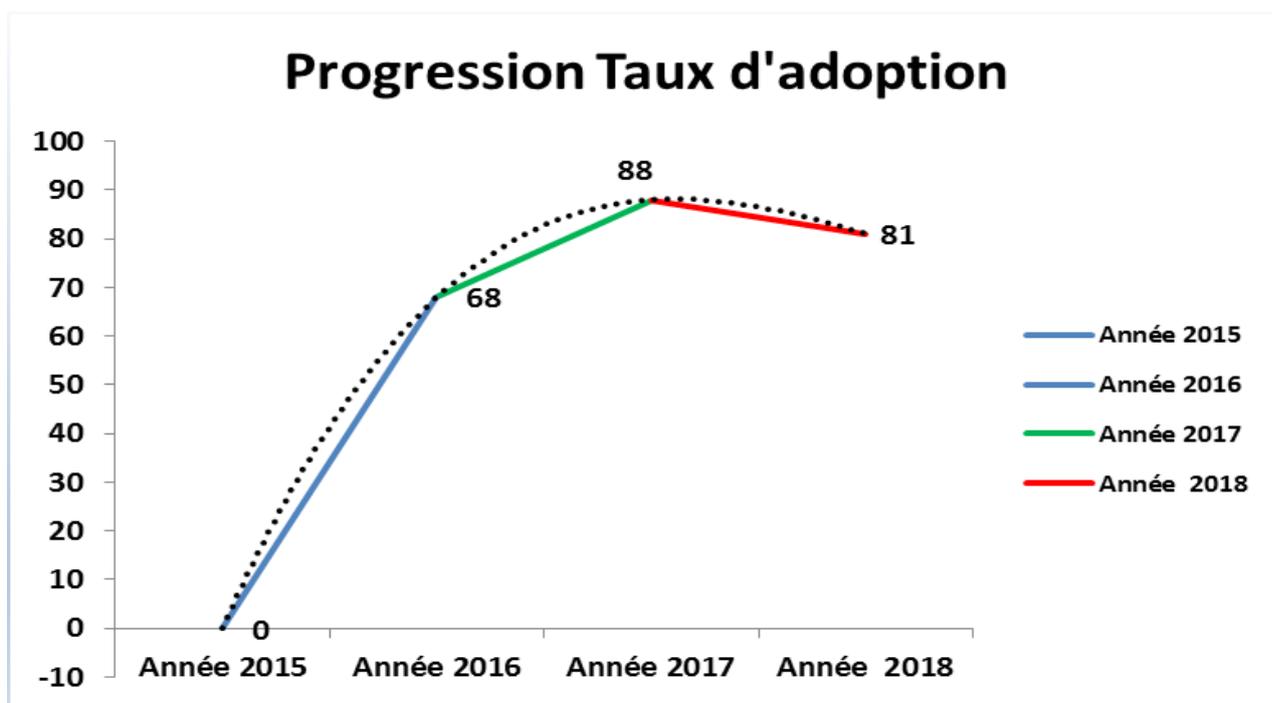
*Le Graphique 1 nous montre que le taux d'adoption de toutes les innovations, d'une manière générale, est encourageant, avec un pourcentage faible des agriculteurs ayant déclaré n'avoir pas utilisé ou pratiqué une innovation quelconque.*

Dans le contexte de ce rapport adoption totale signifie que l'agriculteur a appliqué toutes les pratiques évoquées dans le graphique, c.à.d utilisation des semences améliorées, association des cultures, usage des engrais verts, respect des écartements et usage des biopesticides. Tandis que pour l'adoption partielle, il a utilisé quelques unes de ces pratiques et pas d'adoption signifie qu'il n'a appliqué aucune de ces pratiques dans son champ.

En dehors, du **respect des écartements des cultures** dans les lignes et entre les lignes, qui est au-dessus de 50%, les autres innovations n'ont pas encore franchi cette barre symbolique et le taux d'adoption partielle (*tantôt on pratique l'innovation, tantôt on ne le fait pas*) reste encore élevée dans toutes les autres situations. Ce qui veut dire que ces pratiques ne font pas encore partie des gestes ordinaires des agriculteurs. Il faudra poursuivre le travail de formation et d'accompagnement sur terrain jusqu'à faire adopter ces pratiques à un niveau plus élevé. Et pour cela, il faudra continuer à écouter les agriculteurs pour comprendre les problèmes qui les retiennent et trouver avec eux des solutions qui permettent d'améliorer le niveau d'adoption de ces innovations techniques.

Ainsi donc, **81% des ménages sur le 100% déclare avoir adopté et réalisé les innovations proposées, dans leurs champs.** Bien que 81% est un chiffre plutôt en regression, par rapport au 88% atteint en saison A 2017-2018, l'adoption des innovations proposées reste tout de même importante, bien qu'il faudra chercher à l'améliorer comme expliqué ci-haut.

Graphique 2 : Progression du Taux d'adoption des innovations techniques en %.



Le graphique ci-dessus nous montre une régression du taux d'adoption de 7 % par rapport à celui de la saison A 2017-2018. Cette situation peut s'expliquer en tenant compte de plusieurs paramètres, notamment le fait que :

\* plusieurs agriculteurs, pour ne pas rater la saison agricole, n'ont pas utilisé les semences de qualité et certifiées. Les quantités produites par les agrimultiplicateurs n'ont pas été en mesure de satisfaire toute la demande;

\* le calendrier agricole a été difficile à maîtriser, car la répartition des pluies au cours de la saison agricole n'a pas été bonne. Nous présenterons les données climatiques plus loin dans ce texte. Beaucoup des semis précoces avaient échoué et il a fallu que les agriculteurs puissent réaliser un deuxième semis pour pouvoir espérer une récolte. Mais ce deuxième semis s'est fait avec la semence non certifiée, car la bonne semence ayant été détruite par des épisodes de sécheresse. Ce qui a conduit au non-respect des techniques et aussi à la baisse des rendements observés.

D'une manière générale, les innovations techniques proposées par PRODAKOR sont de plus en plus appréciées par les agriculteurs et constituent une bonne base de travail pour d'autres intervenants (partenaires du développement) dans le milieu. Plusieurs pratiques préconisées par PRODAKOR sont aussi utilisées par d'autres partenaires ou soit, ils s'inspirent de ces innovations dans leurs interventions. Le semis de maïs qui se faisait jadis en association avec d'autres spéculations (manioc), aujourd'hui la majorité des paysans sème le maïs en association avec les légumineuses (dont le Mucuna) ou soit dans un terrain où ce dernier a été laissé en jachère.

## 2° Semences améliorées

Sur le 100% des ménages interrogés sur l'utilisation des semences améliorées dans la totalité de leurs champs, nous avons constaté, selon les réponses reçues de l'enquête réalisée, que les semences améliorées sont de plus en plus utilisées dans les **bassins de Kalelu** et de **Kanitshin** qui enregistrent entre 73% et 70 % des utilisateurs. Le constat est identique dans les autres bassins, mais à des proportions en dessous de celles de ces deux bassins ci-haut cités. Les agriculteurs prennent l'initiative d'utiliser les semences améliorées dans leurs champs, ce qui n'était pas observé dans les années antérieures avant l'intervention du PRODAKOR.

L'usage des semences de qualité se généralise auprès des nombreux exploitants agricoles familiaux, mais il pose encore problème dans les bassins de Kakangayi, Mukumbi et Kamiji où les pourcentages des paysans déclarant ne pas avoir utilisé les semences améliorées dans leurs champs sont encore élevés. Il faudra poursuivre des efforts de sensibilisation-concientisation dans ces bassins afin de renverser cette tendance de non-utilisation des semences améliorées au champ.

Dans les bassins où les semences améliorées sont utilisées, c'est une opportunité qui s'offre aux agrimultiplicateurs dans leur business de production et commercialisation des semences améliorées et certifiées auprès des producteurs agricoles.

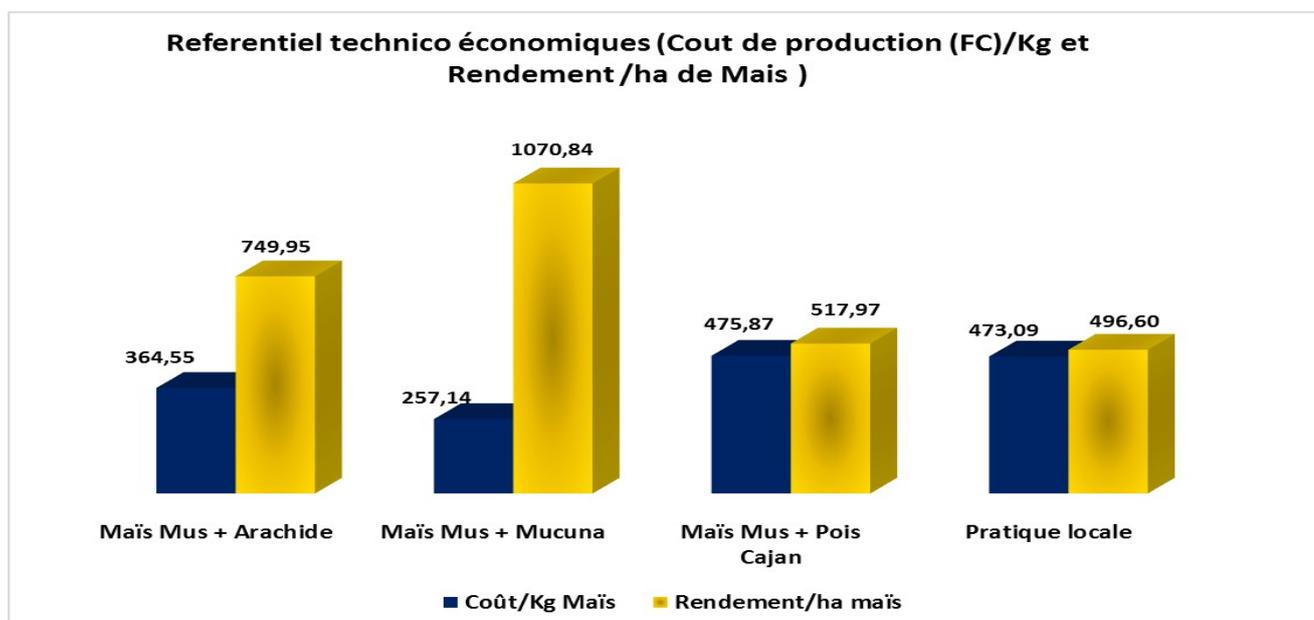
Au regard de toutes ces observations, nous pouvons déduire qu'il existe une opportunité liée aux besoins en semences améliorées dans chaque bassin de production. Cette opportunité doit être capitalisée et permettre aux professionnels des semences de développer les marchés de vente des semences dans ces bassins.

### 3° Association des cultures (Maïs + Légumineuses)

En général, les agriculteurs ont pris conscience de l'intérêt d'associer la culture d'une céréale (en l'occurrence le maïs, dans la contrée) à une légumineuse, car les observations dans les parcelles expérimentales ont démontré qu'en culture pure, le maïs ne donne pas un bon rendement. Alors qu'en association avec une légumineuse, son rendement s'améliore sensiblement.

Les résultats de l'enquête repris dans le graphique 3 ci-dessous montrent que le *Mucuna* offre plus d'avantage que d'autres légumineuses. Avec un coût de production faible par kilo de Maïs en association avec le Mucuna, le rendement dans ce champ est encourageant. Cela s'explique du fait que le Mucuna constitue une bonne plante de couverture, qui étouffe les mauvaises herbes impliquant ainsi un coût réduit dans l'entretien du champ, notamment les travaux de sarclage.

*Graphique 3 : Référentiel technico économique (coût de production (FC)/kg et Rendement de Maïs /ha en association avec différents légumineuses.*



Signalons que ces observations sont prises dans un paquet technologique comprenant: l'utilisation des semences améliorées, le respect des écartements et des périodes des semis, les traitements préventifs avec les biopesticides ainsi que l'utilisation des engrais verts et jachère améliorante. Toutes ces techniques ont été utilisées par les agriculteurs auprès desquels les données ont été récoltées.

#### **4° Engrais verts**

Le Pourcentage des agriculteurs ayant déclaré avoir utilisé les engrais verts dans leurs cultures est encourageant dans tous les bassins de production.

Cependant le pourcentage de ceux qui ont déclaré n'avoir pas utilisé le engrais verts dans leurs champs est encore assez significatif, notamment dans le Bassin de Kanitshin, celui de Mukumbi et celui de Luekeshi.

Les engrais verts influencent la texture du sol qui est importante en matière de fertilité des sols. Les échanges au niveau des parcelles expérimentales doivent être amplifiés pour aider les agriculteurs à faire des bonnes observations afin de prendre des bonnes décisions quant à l'usage des engrais verts dans leurs champs. Le Mucuna s'est révélé être la légumineuse la plus utilisée dans plusieurs bassins de production comme engrais vert.

#### **5° Le respect des écartements**

La question du respect des écartements des cultures n'est plus une innovation technique dans le Bassin de Ngandajika où le semis en lignes avec respect des écartements est quelque chose d'ordinaire et qui existe dans la pratique de tous les jours des agriculteurs de cette contrée, pourtant cette notion est encore un problème majeur dans les autres bassins de production. Les données détaillées montrent que 70% des exploitants interrogés respectent les écartements proposés contre 30 % qui ne les respectent pas.

#### **5° Utilisation des biopesticides**

L'utilisation des biopesticides est à encourager, car elle constitue la première étape d'un traitement préventif dans le champ. Les agriculteurs sont formés de manière à fabriquer différents biospesticides dans leurs milieux avec les ingrédients locaux.

Les résultats des enquêtes montrent qu'en général les biopesticides sont utilisés quand même dans les champs des agriculteurs interrogés. Mais la technique n'est encore qu'à ses débuts et les agriculteurs ne sont pas encore habitués à cela, soit parce qu'il n'y a pas d'attaques majeures qui nécessitent la prise des précautions en amont (car les biopesticides ont montré des très bons effets en traitements préventifs sur le nié bé surtout), soit il y a eu des attaques, mais qui n'ont pas causé des dégâts majeurs.

Il y a encore du travail à faire dans ce domaine, car la matière première pour la fabrication des biopesticides est locale et à la portée de tous les agriculteurs. Les paysans doivent capitaliser les observations dans les parcelles expérimentales et procéder à la fabrication et à l'utilisation des biopesticides, afin de prévenir d'autres maladies des cultures dans leurs champs.

#### **2.2.2.2. Evolution du rendement moyen par territoire dans les champs des agriculteurs**

Le but de cette analyse est de fournir les informations sur le rendement moyen de la culture de maïs (culture témoin) dans les champs des agriculteurs en appliquant les innovations techniques introduites. Comparativement à la saison agricole passée, nous avons constaté une augmentation du rendement moyen de maïs dans les champs des agriculteurs. Et ce rendement est resté toujours plus élevé pour les agriculteurs du Ngandajika, qui atteignent plus d'une tonne à l'hectare.

Alors que le rendement moyen dans tous les bassins de production de la Province du Kasai Oriental, c.à.d les Bassins de Tshipuka – Lukalaba dans le territoire de Tshilenge, de Kakangayi dans le territoire de Miabi reste faible.

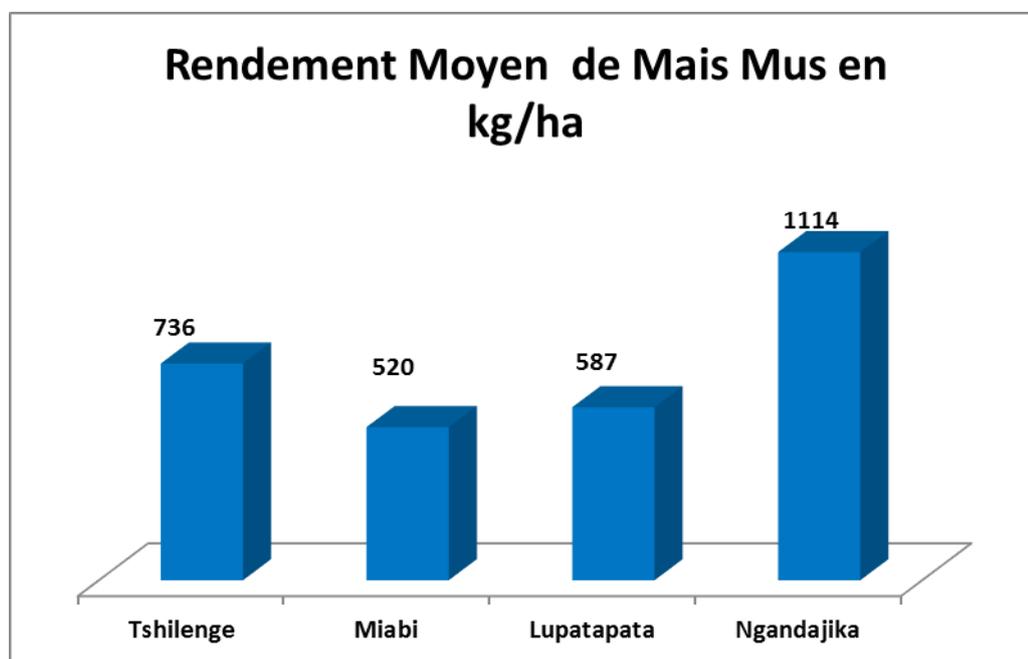
Deux autres constats importants méritent d'être évoqués:

\* On constate des écarts importants entre les résultats dans différents bassins de production. Cela peut laisser supposer qu'il s'agit d'une différence causée par la maîtrise ou non des innovations techniques apprises par les agriculteurs. Les agriculteurs du territoire de Ngandajika maîtrisent déjà et utilisent au quotidien plusieurs pratiques que le PRODAKOR a vulgarisées, à cause du travail antérieur de plusieurs programmes de développement qui ont travaillé dans ce territoire et à cause de la présence du centre de recherche de l'INERA à Ngandajika qui a aussi diffusé certaines pratiques agricoles dans le milieu;

\* On constate également que dans les bassins où les rendements des cultures sont faibles, le nombre de femmes qui s'occupent des champs est très élevé par rapport au nombre d'hommes. Cela peut s'expliquer par le manque d'instruction de la majorité de ces femmes, qui ont des difficultés de compréhension et d'application des techniques apprises dans les parcelles expérimentales au niveau de leurs champs. C'est pourquoi les résultats sont encore moins satisfaisants dans le Kasai Oriental.

Il y a dans ce contexte particulier du Kasai Oriental, un travail à faire dans le cadre de l'action Genre pour sensibiliser les hommes au travail et soulager aussi les femmes qui travaillent trop et n'ont pas beaucoup de temps de repos, ni de loisir d'ailleurs. Il est donc nécessaire de passer le message afin de bannir ce stéréotype qui veut que seules les femmes doivent s'occuper des champs. Un message de sensibilisation doit être transmis aux agriculteurs dans ces bassins du Kasai Oriental pour que les hommes aussi soient conscientisés et davantage impliqués dans les travaux des champs, comme cela se fait dans le Territoire de Ngandajika.

Graphique 4 : Rendement moyen de maïs Mus en kg/ha dans chaque territoire



Le Graphique ci-dessus donne le rendement moyen en kg/ha de maïs dans différents territoires. Le territoire de Ngandajika offre une moyenne de 1,2 t/ha à l'hectare dans les champs des agriculteurs. Le territoire de Miabi est au bas de l'échelle avec 0,52 t/ha.

Les études de base avaient révélé que le rendement moyen d'un champ de maïs à l'hectare pour un paysan variait entre 0,58 et 0,92 t/ha<sup>1</sup>, soit un **rendement moyen**

<sup>1</sup> Voir étude baseline

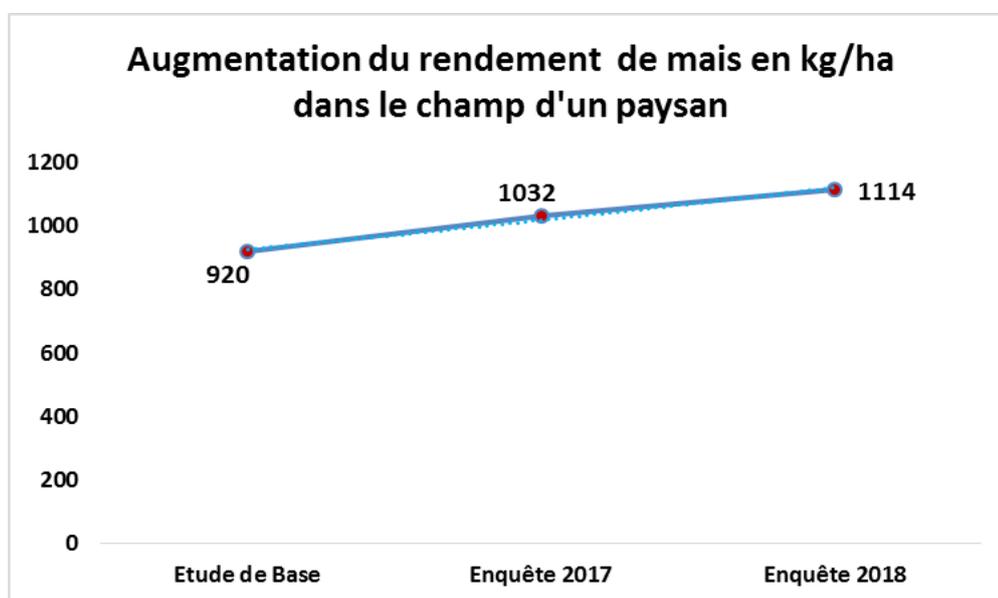
**de 0,75 t/ha.** Le résultat des enquêtes de l'année 2017 ont montré un rendement variant entre 407.21 à 1032.45 kg/ha au niveau des champs des agriculteurs, soit un **rendement moyen de 0,72 t/ha**, allant des territoires à faible productivité vivrière que sont Lupatapata et Miabi, vers les territoires à bonne productivité vivrière que sont Ngandajika, Luilu et Kamiji.

Les enquêtes de l'année 2018 donnent un rendement variant entre 0,520 et 1,114 t/ha dans le champ d'un paysan, soit une **moyenne de 0,82 t/ha.**

Ces rendements moyens em dents de scie après chaque saison présentent em réalité une grande disparité dans les détails, car les agriculteurs qui travaillent dans les 3 territoires de la Province de Loami, c.à.d Ngandajika, Luilu et Kamiji obtiennent des meilleurs rendements autour de 1,2 t/ha. Tandis que ceux qui travaillent dans les 3 territoires de la Province du Kasai Oriental où les sols sont plus pauvres atteignent péniblement 1 t/ha.

Les agriculteurs qui pratiquent d'une manière efficace les innovations techniques, s'atteignent souvent 1,2 t/ha de rendement de maïs dans leurs champs. Cela est un grand progrès, du fait qu'en minimisant le coût de production au champ en association avec le Mucuna, un agriculteur est capable de produire plus avec une marge brute significative.

*Graphique 5 : Rendement moyen le plus élevé de maïs dans le champ d'un paysan (Etude de Base et Enquête)*



### 2.2.2.3. Les résultats du bilan technico- économique

Le comité de pilotage qui a pour rôle d'orienter les interventions techniques, procède à la fin de chaque saison agricole à un bilan de campagne. Les résultats de bilan de campagne ont pour objectif :

- De définir des nouvelles stratégies d'accompagnement ainsi que les pratiques à expérimenter;
- De développer des nouvelles techniques et proposer des nouveaux itinéraires techniques à corriger et à adapter en fonction du retour des expérimentations faites dans les parcelles expérimentales;
- De remonter les informations obtenues au niveau des ministères provinciaux de l'Agriculture, du développement rural, de l'environnement, de la recherche scientifique ainsi qu'aux partenaires intéressés pour être analysées dans un processus d'amélioration de l'action publique interministérielle (outil de prise de décisions dans la définition de la politique agricole provinciale).

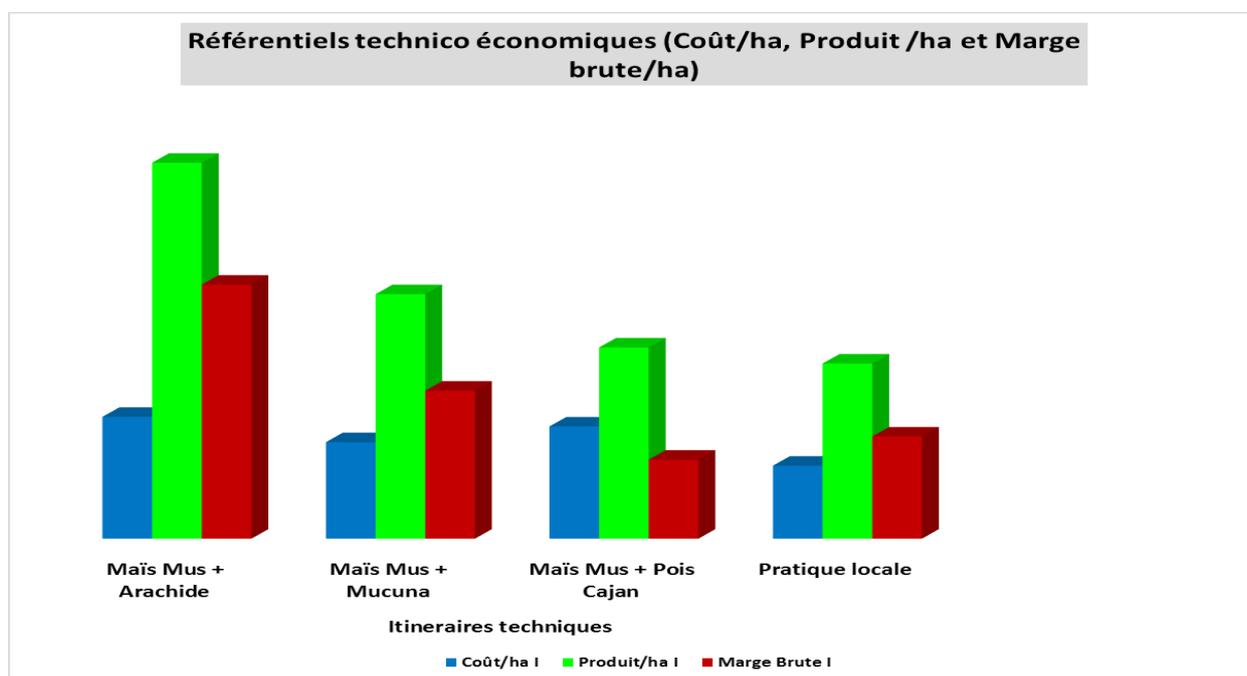
#### 1° Coût de production, produit et marge brute dans une parcelle expérimentale

Le référentiel technico-économique permet à l'agriculteur d'opérer un bon choix dans l'association du Maïs avec différents types de légumineuses. L'observation faite dans la parcelle expérimentale lui permettra d'appliquer telle association dans son champ. Le but principal est surtout de réduire le coût de production, d'augmenter la valeur totale de la production ainsi que la marge brute au champ.

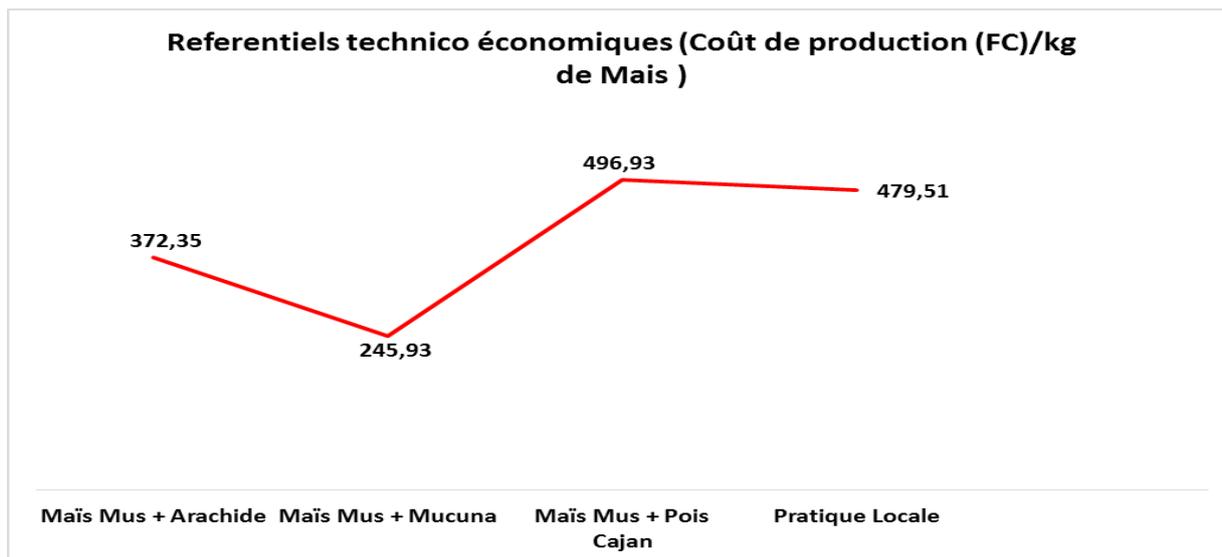
Les graphiques 6 et 7 donnent les informations suivantes :

- L'association Maïs + Arachide, offre à l'agriculteur une bonne marge brute avec un coût de production faible. Le rendement est ainsi encourageant dans ce sens. Cette observation est aussi valable pour l'association Maïs + Mucuna;
- Une pratique qui minimise le coût de production est susceptible de voir sa marge brute augmenter. Ainsi donc, celui qui produit espère avoir un bénéfice encourageant.

*Graphique 6 : Référentiel technico-économique (coût/ha, produit/ha et marge brute/ha)*



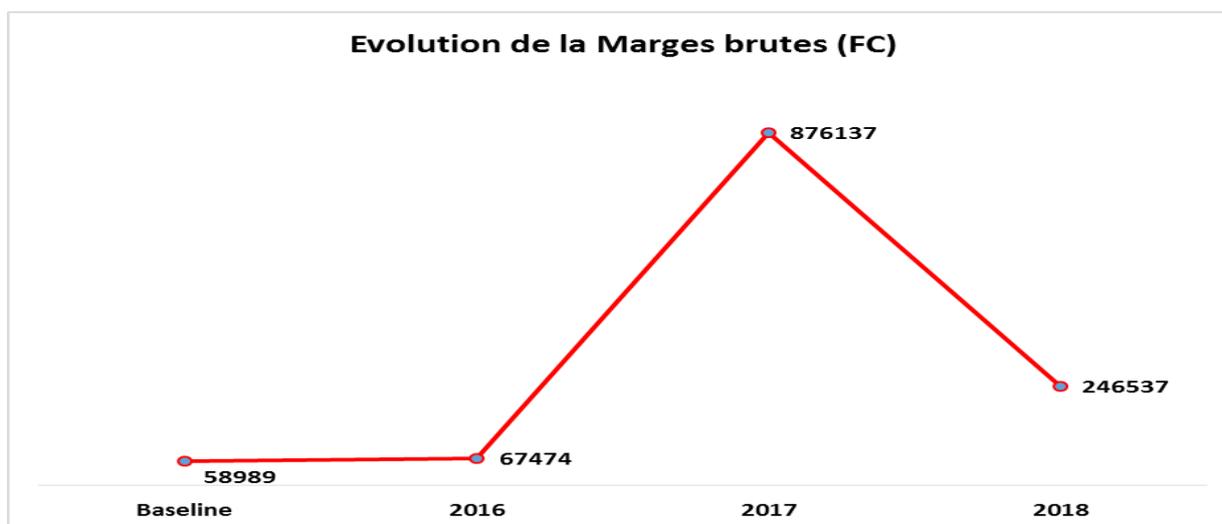
*Graphique 7: Coût de production en franc congolais par kilogramme de Maïs produit*



**Remarque :** Comme le montrent les précédentes observations, le coût de production est très faible dans l'association de maïs Mus avec le Mucuna, en comparaison des associations de maïs avec d'autres types de légumineuses. Cela s'explique du fait que le mucuna constitue une bonne couverture végétale qui empêche le développement rapide des mauvaises herbes et cela épargne à l'exploitant d'autres travaux d'entretien.

Bien que le coût de la production de l'association Maïs Mus avec Arachide reste un peu élevé, il est aussi très intéressant, du fait que cette association offre à l'agriculteur deux types de produits à commercialiser dans lesquels il fait des bénéfices. Alors que le Mucuna ne donne pas des recettes, car il n'est pas commercialisé, sauf si ses graines sont vendues à d'autres agriculteurs qui en manifestent le besoin.

*Graphique 8 : Marge brute en franc congolais (FC)*



Bien que la marge brute reste supérieure aux données enregistrées pendant les études Baseline, mais comparativement à l'année 2017, nous constatons que la marge brute a fortement chuté. Plusieurs hypothèses sont émises pour expliquer cette situation :

- Les observations montrent que depuis plus de deux ans, le calendrier agricole officiel ne correspond pas aux reprises effectives des pluies sur terrain. Ainsi les agriculteurs sont confrontés aux énormes difficultés pour entretenir leurs champs avec un bon rendement. Pour un seul champ les opérations agricoles

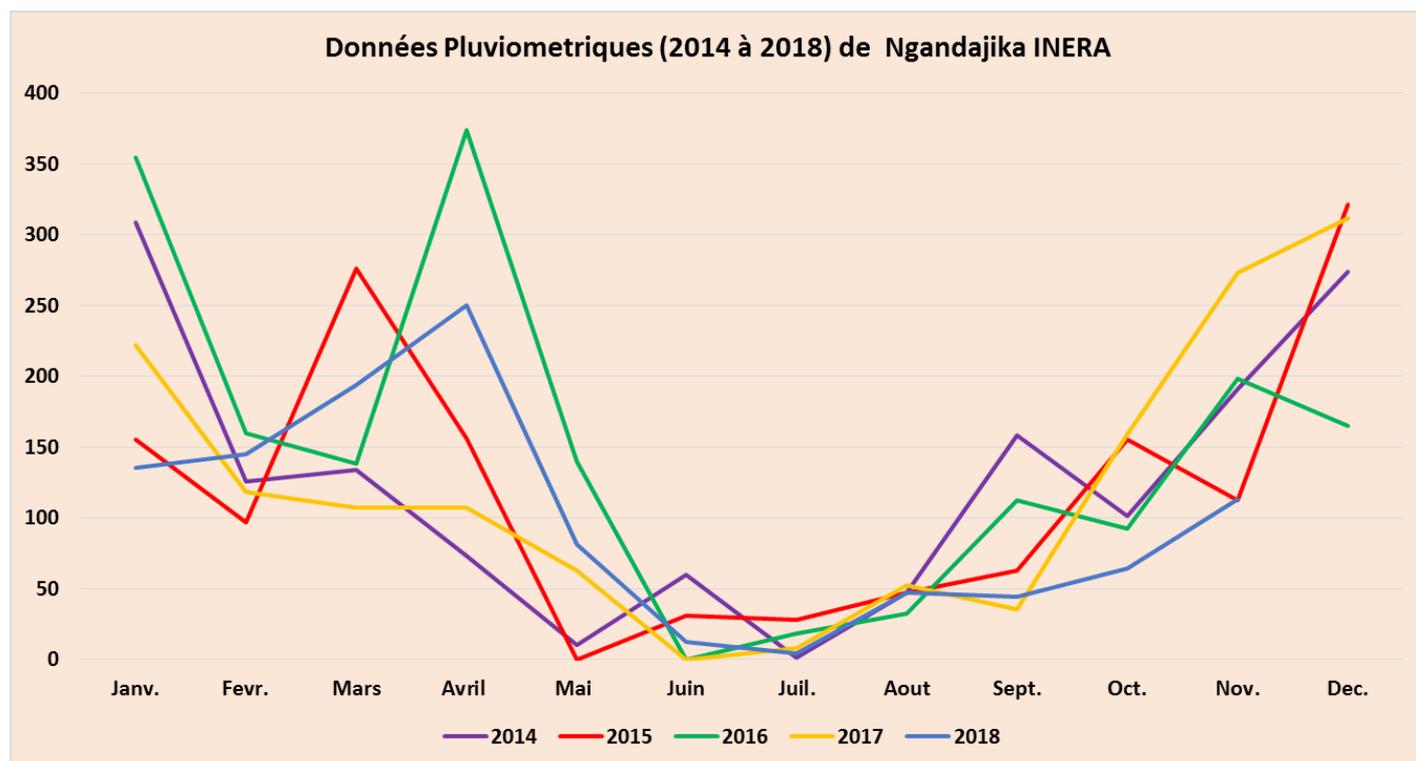
sont reprises plus de deux fois (*regarnissage, entretien, labour, etc*). Les variations de températures avec des pics (chaleur et humidité) occasionnent plusieurs types des maladies dues aux insectes et autres ravageurs. La récolte des produits coïncide le plus souvent avec des mauvaises périodes;

- Une certaine léthargie a été observée au niveau du comité de pilotage qui est l'organe technique de suivi des interventions sur la qualité des données récoltées et analysées. La nouvelle mise en place opérée dans les deux administrations poumons (IPAPPEL et IPDR) du comité de pilotage ont fait que la cadence puisse être ralentie, le temps que les nouveaux venus dans l'équipe prennent leurs fonctions à main;
- Le problème est celui du manque de prise en charge du gouvernement provincial de ses agents qui sont tous fonctionnaires de l'Etat. Le programme ne pouvant pas se substituer à l'Etat congolais en payant les salaires des agents alors qu'ils constituent la première ligne d'interaction directe avec les agriculteurs dans les villages. Les agents démotivés par manque de paiement amènent des données qui ne sont pas du tout fiables. Pour pouvoir les utiliser, nous les recoupons avec les échantillons des données collectées par les agronomes d'antennes du PRODAKOR et par des renseignements fournis directement par les OPB et agriculteurs lors de nos visites de terrain.

Les dynamiques qui s'installent au sein des organisations paysannes leur permettent, non seulement d'adopter les techniques proposées, mais elles capitalisent aussi ce savoir en développant les activités génératrices des revenus afin d'assurer la continuité de fourniture des services aux membres. Ainsi cette satisfaction des membres est essentielle au pilotage et au processus d'autonomisation des organisations paysannes en matière d'expérimentation agricole et de diffusion des pratiques agro-écologiques productives.

Bien que les techniques soient bonnes, il est nécessaire de penser aux variétés résilientes qui s'adaptent aux stress liés au changement climatique. La répartition des pluies pendant l'année perturbe en grande partie les saisons agricoles et plus souvent les cultures vivrières en souffrent. La figure ci-dessous montre les variations des pluies suivies par la station INERA/Ngandajika pendant les cinq dernières années.

Graphique 9 : Données pluviométriques (2014-2018) station de INERA Ngandajika



En suivant de près les variations des pluies, tenant compte des données pluviométriques de cinq dernières années, nous constatons que le calendrier agricole officiel ne coïncide pas directement avec la reprise totale des pluies, ce qui constitue un préjudice majeur chez les agriculteurs. La disparition des forêts dans le Kasai Oriental influence négativement les variations des pluies et cela doit interpeller tous les intervenants, car la forêt constitue un facteur important dans la définition du climat.

Les activités sur l'agroforesterie et des périmètres bocagés envisagées par PRODAKOR pourraient bien apporter une solution durable. L'installation des pépinières des arbres à croissance rapide (*Acacia, Cassia et autres*) ne va pas seulement résoudre le problème du micro-climat, cela va permettre à la population d'avoir les bois de chauffe disponibles et la fabrication des braises qui permettront aux agriculteurs d'augmenter leurs revenus. Néanmoins il faut que cette action soit bien coordonnée et une sensibilisation efficace doit suivre pour assurer sa pérennité (**ex : un arbre abattu contre 3 arbres plantés**). L'installation des haies vives (bocages) comme clôture dans des vergers des planteurs afin de modifier le micro climat est aussi important pour permettre la bonne croissance des palmiers et la délimitation des espaces utilisés.

### 2.2.3 | Impact potentiel

Nous ne pouvons pas prétendre que l'atteinte de l'Outcome du PRODAKOR va à lui seul répondre à l'impact, car plusieurs paramètres doivent être pris en compte ainsi que les interventions d'autres partenaires pour que l'impact qui est « **Le déficit alimentaire et la pauvreté dans la Province du Kasai Oriental sont réduits par la relance durable du secteur agricole** » soit réellement visible. Cela étant dit, les activités de PRODAKOR s'inscrivent dans cette logique de réduction de la pauvreté afin de réduire le déficit alimentaire.

Nous nous focalisons sur les ménages agricoles en mettant à leur disposition tout un paquet des techniques culturales prouvées et acceptées en comité de pilotage afin de les rendre professionnels et capables de vivre de leurs activités agricoles. En essayant d'augmenter le rendement aux champs des agriculteurs, l'idée derrière est de rendre disponible et accessible les denrées alimentaires et ainsi permettre à toute la population d'avoir les capacités de s'en procurer.

Les chiffres sont encourageants avec : *l'augmentation des rendements aux champs des agriculteurs, la marge brute positive et un coût de production raisonnable*. Les résultats atteints par PRODAKOR à ce jour se veulent être durables et pérennes. Ainsi le travail de fond est fait au niveau des ménages agricoles réunis au sein des OPB. *Nous décourageons la logique de la main tendue*. Les énergies sont focalisées dans l'autonomisation des acteurs en les aidant à trouver eux-mêmes des solutions durables à ce problème de pauvreté. Tous ces éléments prouvent que les efforts fournis pour réduire le déficit alimentaire ainsi que la pauvreté vont dans une bonne direction. Comme c'est une dynamique qui s'installe et qui devra produire ses effets dans le temps, l'impact risque de ne pas être très visible à la clôture de ce programme.

### **Quelques effets observés auprès des bénéficiaires ou à observer (publics et privés) suite à l'action du PRODAKOR**

*\* L'expérimentation agricole reste un acquis pour toutes les OPB accompagnées, car les initiatives viennent de plus en plus d'eux mêmes selon leurs besoins et les parcelles sont installées sans un appui extérieur;*

*\* Les besoins en semences améliorées se font de plus en plus sentir chez les agriculteurs et offrent une opportunité de marché aux agri-multiplicateurs qui jadis manquaient des clients;*

*\* L'association de la culture de Maïs avec une légumineuse a amené à promouvoir une légumineuse particulièrement, le « Mucuna », qui offre beaucoup d'avantages au champ. Les besoins en semences de Mucuna se font sentir à chaque saison agricole;*

*\* Les agents de l'Etat (IPAPEL et IPDR) se sont vus re-légitimés dans leurs fonctions chez les agriculteurs qui apprécient et sollicitent leurs services et une relation de confiance s'installent entre eux, bien qu'ils sont actuellement démotivés faute de prise en charge financière de leur travail par leur employeur qui est l'Etat congolais.*

Le travail réalisé jusqu'à ce jour a permis aux exploitants agricoles familiaux de la zone, qui ont reçu l'appui du programme et qui suivent les conseils des techniciens agricoles, d'améliorer la production de leurs champs et donc d'avoir un peu plus des produits pour la consommation et pour la vente sur les différents marchés. Ces ventes permettent d'améliorer leur niveau de revenu issu de leurs activités agricoles.

## **2.3 Performance de l'output 1**



### **2.3.1 Progrès des indicateurs**

<b>Output 1 : Les Services d'appui-conseil et d'expérimentation paysanne destinés aux exploitations familiales et leur accessibilité sont améliorés.</b>					
<b>Indicateurs</b>	<b>Valeur de la Baseline (2015)</b>	<b>Valeur année 2016</b>	<b>Valeur année 2017</b>	<b>Valeur année 2018</b>	<b>Valeur cible finale année 2019</b>
Nombre des OPB semencières ou Agri multiplicateurs qui fournissent un service d'expérimentation et appui conseil.	0	40	23	80	80
Nombre des OPB vivrières actives qui	0	644	853	853	853

fournissent aux membres un service d'appui conseil et d'expérimentation paysanne (PE) pour les cultures vivrières					
Nombre des OPB palmiers qui fournissent un service d'appui conseil et production des plantes des Palmiers à Huile.	0	531	696	696	696
Nombre des moniteurs de l'IPAPEL actif dans l'ancrage des services d'appui conseil.	0	115	150	150	150
Nombre d'animateurs IPDR actif dans l'ancrage des services d'appui-conseil	0	0	82	82	82
Nombre de privés accompagnés par le PRODAKOR qui fournissent des services sur l'amélioration de la production agricole (Agri multiplicateurs et agents phytosanitaires)	0	68	70	90	90

Depuis l'année 2017, ces indicateurs n'ont plus changé, pour certaines raisons, notamment:

- le fait que la stratégie est assise actuellement. Les acteurs ont été identifiés et sont au travail et que pour le moment le PRODAKOR n'a pas identifié d'autres OPB à accompagner ;
- les moyens financiers du programme étant en décroissance, il n'est plus question d'engager des nouvelles activités, mais on est plutôt dans la phase de consolidation de celles qui ont déjà été mises en oeuvre.

Après évaluation de ces indicateurs, pour l'année 2019, quatre indicateurs ont été retenus et seront consignés dans le logiciel PILOT. Il s'agit des indicateurs ci-après:

*1° Pourcentage des agriculteurs qui ont accès (physique et économique) aux semences de qualité*

*2° Pourcentage des agriculteurs ayant emblavé leurs champs des cultures vivrières avec des techniques agroécologiques*

*3° Pourcentage des agriculteurs qui disposent de plantation améliorée de palmier à huile avec respect des itinéraires techniques*

*4° Pourcentage d'agriculteurs qui attestent avoir bénéficié de l'appui conseil des techniciens agricoles et agents de l'Etat.*

## 2.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités	État d'avancement:			
	A	B	C	D
<b>Sous-Résultat 1.1 Le secteur semencier est renforcé et assure une meilleure accessibilité des produits à l'utilisateur final</b>				
1.1.1 Production de semences de pré-base selon des plans de production et gestion transparente au niveau de l'INERA et/ou au niveau d'agri-multiplicateurs professionnalisés			x	
1.1.2 Production de semences certifiées au départ de semences de base par des associations de producteurs et agri-multiplicateurs professionnalisés		x		
1.1.3 Production de semences de qualité déclarée (SQD) au départ de semences certifiées par des associations de producteurs et agri-multiplicateurs professionnalisés		x		
<b>Sous-Résultat 1.2 L'innovation et la diversification au sein des exploitations familiales sont appuyées par la recherche et développement (R&amp;D)</b>				
1.2.1 Introduction de techniques innovantes par le biais de la recherche participative		x		
1.2.2 Faciliter l'accès à des outils, équipements et petits intrants technologiquement appropriés			x	
<b>Sous-Résultat 1.3 La fonction d'appui conseil aux producteurs est améliorée</b>				
1.3.1 Mettre en place et suivre une stratégie d'appui-conseil		x		
1.3.2 Accompagner les agronomes des secteurs, les OPB et les prestataires de proximité dans leur de fournitures de service et d'appui-conseil		x		
1.3.3 Etablir les liens avec les établissements d'enseignement technique de formation professionnelle agricole			x	

Le progrès réalisé pour l'atteinte du résultat 1 se fait constater par rapport aux trois filières agricoles appuyées par le PRODAKOR (*filière semences, filière cultures vivrières et filière palmier à huile*) et pour lesquelles les activités importantes ont été menées durant toute l'année 2018, notamment le renforcement des capacités des structures d'accompagnement pour l'appui-conseil aux bénéficiaires.

## 2.3.3 Analyse des progrès réalisés

### Sous-Résultat 1.1: Le secteur semencier est renforcé et assure une meilleure accessibilité des produits à l'utilisateur final

#### *La concertation entre acteurs de la filière semences améliore les liens et l'engagement au sein du COPROSEM*

Au moins deux rencontres des acteurs de la filière ont eu lieu cette année, dans le cadre du Conseil Provincial sur la Semence (COPROSEM). Les producteurs des semences, les chercheurs et les services de certification ont échangé et évalué le taux d'exécution des recommandations reprises dans la feuille de route validée en 2017 lors de la première réunion à Mbuji-Mayi.

La deuxième et dernière réunion de l'année s'est tenue à Ngandajika au mois d'août 2018, avec la participation du Ministre provincial de l'agriculture et développement rural de la Province de Lomami et du Représentant du Ministre provincial en charge de l'agriculture de la Province du Kasai oriental.

Toutes ces réunions se sont soldées par l'établissement des bilans des campagnes des tous les acteurs et des réflexions sur la manière d'améliorer, la commercialisation par les agrimultiplicateurs et l'accessibilité par les agriculteurs dans le besoin, des semences

de qualité. Les associations des producteurs des semences (APSKO) sont dotées des outils pour suivre et analyser les statistiques de production et de vente des semences de qualité et qui sont certifiées par le SENASEM. Elles produisent les semences en fonction des demandes et communiquent les statistiques de vente des semences certifiées au SENASEM, en utilisant les outils mis à leur disposition.

**Comme changement majeur obtenu à ce jour, c'est que le COPROSEM Kasai Oriental et Lomami a réalisé un grand progrès dans l'orientation de la politique semencière dans ces deux provinces. Les résolutions qui découlent des réunions de concertation intéressent au plus haut niveau les ministères provinciaux de tutelle. Les inspections provinciales de l'agriculture et du développement rural prennent une part active aux travaux du COPROSEM. On constate donc une réelle appropriation de la problématique de production et de commercialisation des semences de qualité dans ces deux Provinces où le PRODAKOR travaille d'arrache-pied sur cette question.**

**L'INERA Ngandajika relance la maintenance des variétés et la production des semences pré-base de maïs, arachide, soja, niébé et boutures améliorées de manioc**

Les conventions de subside précédentes signées avec INERA et le renforcement des capacités assuré par IITA (Institut International d'Agriculture Tropicale) ont fini par donner des résultats positifs décrits ci-dessous :

1° L'INERA Ngandajika relance la production des semences pré-base sans financement extérieur pour la saison A 2018-2019.

Les dividendes des ventes des semences pré-base produites avec l'appui financier de Enabel-PRODAKOR en saison A 2017-2018 ont permis aux dirigeants du centre de recherche de relancer quelques activités de maintenance et production des semences pré-base. Cette production obtenue en saison B 2018 avec l'appui du PRODAKOR est consignée dans le tableau n° 1 ci-dessous :

Tableau 1 : Quantités de semences pré-base produites en saison B 2018

Spéculation	Variété	Catégorie	Quantité (Kg)
MAÏS	KASAI 1	PRE BASE	75
MAÏS	MUS 1	PRE BASE	1 229
MAÏS	SALONGO 2	PRE BASE	550
MAÏS	MUDISHI 3	PRE BASE	620
NIEBE	DIAMANT	BASE	40
NIEBE	VITA	PRE BASE	60
NIEBE	DIAMANT	PRE BASE	589
NIEBE	H204	PRE BASE	865
NIEBE	H36	PRE BASE	653
SOJA	AFYA	PRE BASE	212
ARACHIDE	ICGV-SM9553	SOUCHE	420
ARACHIDE	JL24	PRE BASE	91

Le tableau ci-dessus nous donne les différentes variétés des semences pré-base produites par l'INERA Ngandajika avec l'appui du PRODAKOR au cours de la saison B-2018. Ces quantités restent faibles et sont encore insuffisantes pour satisfaire les besoins des agrimultiplicateurs. Il s'agit donc d'une opportunité qui vient de s'ouvrir pour l'INERA, qui est en amont de la filière de production semences améliorées, pour fournir de manière continue les semences de pré-base et base aux agrimultiplicateurs.

Tableau 2 : Superficies des variétés en maintenance en saison A 2018-2019

Spéculation	Variété	Catégorie	Superficie (ha)
Maïs	Mus	Base	2,75
Niébé	Diamant	Base	2,22
Niébé	H36	Base	1,0
Arachide	JL 24	Pré-base	0,62
Soja	Afya	Base	1,85

La station de l'INERA Ngandajika a installé des champs pour la maintenance des variétés en saison A 2018 – 2019 avec ses propres ressources et en prolongement du travail réalisé avec l'appui du PRODAKOR. Ce qui est une très bonne chose pour cette station qui ne reçoit que périodiquement les fonds de l'État, pour la réalisation des activités de terrain, depuis longtemps.

2° Les essais variétaux des saisons A 2017-2018 et saison B 2018 aboutissent à une série des variétés performantes à inscrire au catalogue national des variétés

A l'issue des deux saisons d'essais comparatifs des plusieurs variétés issues des parcelles de recombinaison et celles obtenues d'autres centres de recherche, l'INERA Ngandajika est parvenue à isoler les variétés les plus performantes. Ces variétés ont été décrites selon la méthode standard de caractérisation (UPOV).

Les 5 spéculations concernées sont le maïs, le niébé, le soja, l'arachide et le manioc. L'IITA a élaboré des **descripteurs** qui ont été mis à la disposition de 18 techniciens et chercheurs qui ont participé à cette formation.

Les chercheurs de l'INERA et les inspecteurs du SENASEM ont bénéficié d'une formation et d'un accompagnement pour décrire de manière universelle les variétés en diffusion et en cours de diffusion au Kasai Oriental et Lomami. Par conséquent INERA et SENASEM ont installé des essais de caractérisation variétale dans leurs sites respectifs aussitôt formés, à raison de deux sites pour SENASEM et un site pour INERA.

Tableau 3 Liste des spéculations et variétés recommandées à l'homologation

Spéculations	Nombre des variétés	Nom des variétés retenues
Maïs	5	BR9943DMRSR ; BRTZLComp4DMRS ; ACR91 SUWANSRO ; LNTP-Y-C7 et ZM 625
Niébé	4	CNGKAS C2-1 ; CNGKAS B6-1A (B) ; CNGKAS B7-B et CNGKAS C5-1-1
Arachide	3	ICGV-SMS6677 ; ICGV-Sno5517 et SIVI
Soja	2	S1114/S/148 et S1082/S/69

Pour ces semences des cultures vivrières, il sera proposé, dans le processus d'homologation, des noms locaux d'identification de ces variétés.

3° Les partenaires refont confiance à INERA en tant que maillon essentiel en amont de la filière semence

Retenons aussi que le centre de recherche de Ngandajika a signé des contrats de production des semences de base pour d'autres partenaires en saison A 2017-2018. Les organismes internationaux tels que CICR (Comité International de la Croix Rouge), CRS

(Catholic Relief Service) ont recouru à cette institution pour les semences distribuées aux ménages sinistrés au cours de la rébellion qui a sévi dans le grand Kasai.

Les essais variétaux participatifs permettent aux agrimultiplicateurs de mieux connaître les caractéristiques et les différences entre les variétés. Ceci leur permet de faire un choix judicieux sur la variété à multiplier qui répond à la demande des clients.



*La photo ci-dessus montre les semences récoltées dans différentes parcelles des essais*

La collaboration avec PRODAKOR a permis aux dirigeants du centre de Ngandajika à travailler avec réalisme en préparant des plans simplifiés de production et maintenance des semences qui ne tiennent pas compte de toutes les contraintes de la machine de recherche à remettre en marche. Cette attitude pragmatique permet à cette institution qui est l'acteur primordial de la filière semence de cette partie du pays de jouer son rôle d'approvisionnement en semences pré-base et base sans attendre la réhabilitation complète du complexe de recherche dévolue à l'Etat.

***Le SENASEM assure le contrôle de la production décentralisée des semences certifiées sans subvention des partenaires***

Comme le montrent les statistiques ci-dessous fournies par le service national de contrôle de la qualité des semences (SENASEM), les agrimultiplicateurs ont produit et vendu plusieurs tonnes des semences certifiées. Le territoire de Ngandajika n'est plus le seul centre de production, on constate l'apparition des nouveaux centres de production tels que les territoires de Tshilenge et de Kamiji où les conflits armés de la dernière année ont perturbé l'activité semencière.

Tableau 4 : Production des semences certifiées par territoire en saison B 2018 (SENASAEM)

<b>Territoires</b>	<b>Nombre agrimulti- PLICATEURS agréés</b>	<b>Nombre agrimulti-PLICATEURS actifs pendant la saison agricole B 2018</b>
Lupatapata	11	1
Miabi	12	3
Tshilenge	21	10
Katanda	10	4
Sous-total KOR	54	18
Luilu	8	4
Kamiji	4	1
Ngandajika	26	14
Sous-total Lomami	38	19
<b>TOTAL</b>	<b>92</b>	<b>37</b>

Sur un total agréé de 92 agrimultiplicateurs dans les deux provinces, seulement 37 ont produit des semences durant les saisons agricoles A 2017 – 2018 et B 2018. Les quantités produites sont reprises, de manière globale dans le tableau ci-dessous.

Tableau 5 : Production des semences certifiées par SENASEM de 2017 à 2018 (en tonnes)

<b>Spéculation</b>	<b>Saison A 2017- 2018</b>	<b>Saison B 2018</b>	<b>Total</b>
Maïs / MUS	30,930	10,150	41,080
Niébé / Diamant	15,467	6,250	21,717
<b>TOTAL</b>	<b>46,397</b>	<b>16,400</b>	<b>62,797</b>

Dans ses activités de contrôle et de la certification de la qualité des semences, le SENASEM a signalé la production par 37 agrimultiplicateurs de 46 tonnes 397 kg de semences de maïs (30 tonnes) et de niébé (15 tonnes) par leurs moyens propres, sans appui extérieur quelconque. En saison B, ces mêmes agrimultiplicateurs ont produit 16 tonnes de semences, dont 10 tonnes de maïs et 6 tonnes de niébé.

Bien que ces productions soient encore loin de couvrir les besoins des agriculteurs sur terrain, il est important de souligner l'effort de ces agrimultiplicateurs qui ont décidé de faire leur business dans la production des semences de qualité.

Le prix de vente des semences certifiées et de qualité est de 2 USD par kilo de niébé et de 1 USD par kilo de maïs. Les rendements du maïs dans les champs des agrimultiplicateurs varient entre 1 t/ha dans les territoires de Lupatapata, Miabi et Tshilenge à 1,4 t/ha dans les territoires de Ngandajika et Luilu.

### ***Evolution du marché des semences, une opportunité pour les producteurs des semences au Kasai Oriental et Lomami.***

Depuis la fin du conflit armé de Kamwina Nsapu dans la province du Kasai Oriental et de Lomami, des organisations internationales humanitaires interviennent en faveur des populations victimes de ces actes dans la distribution des semences.

Cette situation est une opportunité pour les producteurs des semences qui ont vu la demande sur le marché évoluée positivement. Les producteurs avaient réagi en augmentant les superficies pour ajuster l'offre de la semence.

Les agrimultiplicateurs, en nombre croissant, éprouvent des difficultés cependant à acheter la semence de base auprès de l'INERA Ngandajika, car les quantités qu'ils achètent n'arrivent pas à satisfaire leurs besoins de production de la semence certifiée R1. Les experts de PRODAKOR ont discuté avec la direction du centre de recherche de l'INERA Ngandajika pour consolider leur stratégie de maintenance et production des semences pré-base. Ce qui veut dire que la question de la maîtrise des besoins en semences (**pré-base, base, R1, R2 et SQD**) n'est pas encore résolue jusqu'à ce jour et mérite qu'on y travaille encore.

### ***Création des points de vente et utilisation des petits paquets imprimés et transparents pour attirer la clientèle***

Après la sensibilisation, les producteurs et les commerçants des semences ont compris qu'ils doivent plutôt vendre leurs semences aux agriculteurs sur une base régulière, plutôt que d'essayer de satisfaire une demande très fluctuante. Ils ont adopté des techniques de micro-paquets. Les agrimultiplicateurs ont été encouragés par PRODAKOR à utiliser des sachets transparents imprimés, avec indications de : **la spéculation (maïs, niébé, soja ou arachide), de la variété, de l'année de production et du poids de l'emballage.**

Plusieurs centaines de paquets de 1 kg et 3 kg des semences de maïs et niébé ont été vendus auprès des agriculteurs qui ont visité les lieux de vente. Fortes de cette expérience, certaines communautés des producteurs ont créé des points de vente dans leurs sites.



*Ces photos montrent une illustration de la vente des semences à Nkuadi et Lukalaba (Territoire de Tshilenge).*

### ***Utilisation des sacs PICS pour une bonne conservation des semences de niébé et de maïs***

Au mois de mars 2018, une mission conjointe PRODAKOR et IITA avait eu comme objet de sensibiliser les agrimultiplicateurs et agriculteurs à recourir aux moyens efficaces pour la conservation des graines et semences dans les bonnes conditions.

PICS (*Purdue Improved Cowpea Storage*) est une technique de conservation des graines et des semences qui utilise le stockage hermétique, par triple ensachage. Elle constitue une alternative prometteuse de conservation de niébé et de maïs à grande échelle.

Sachant que l'ennemi premier de la conservation du niébé dans le Kasai Oriental est la Bruche. Les maïs sont plus souvent attaqués par les charançons. Ces deux types d'insectes sont à eux seuls responsables de 50% des pertes post-récolte des semences et des réserves d'aliment.

Cette sensibilisation sur l'utilisation de sacs PICS a eu lieu dans 20 sites dont 7 dans la province du Kasai Oriental et 13 dans celle de Lomami et a concerné 589 participants dont 194 femmes, soit 33% et 395 hommes, soit 67%. Elle a consisté en général à la comparaison entre la technique actuelle de conservation telle que faite par les paysans ainsi que la technique PICS. Le travail sur cette problématique de conservation des

semences par des moyens simples, mais efficace va se poursuivre en 2019 et devra impliquer davantage des femmes.

Les essais de stockage des graines de consommation et des semences seront menés pour démontrer la possibilité de conservation à une large échelle et sur une plus longue durée pouvant aller jusqu'à 9 mois. En même temps des calculs seront effectués pour définir les avantages financiers de la technologie PICS.



*Cette photo montre le travail de sensibilisation sur l'utilisation des sacs PICS menée sur terrain.*

***Le service national de semences (SENASEM) appuie les producteurs au maintien de la qualité des semences mises sur le marché***

Le monitoring des semences dans les lieux de stockage et les points de vente par le SENASEM démontre que les semences mises à la disposition des agriculteurs conservent leur qualité (*pouvoir germinatif, humidité, pureté spécifique*). Les équipements reçus par SENASEM démontrent auprès du PRODAKOR (*motos pour le déplacement, congélateur solaire pour la conservation des semences au froid et couseuse des sacs pour la lutte contre la fraude*) l'aident à l'amélioration de ses prestations sur terrain, au bénéfice des agriculteurs.

## Sous-Résultat 1.2 : L'innovation et la diversification au sein des exploitations familiales sont appuyées par la Recherche & Développement

### A. Mise en place des services d'amélioration de la production des plants de palmier

#### *Les planteurs sélectionnés produisent indépendamment les plans sains et élargissent leurs exploitations de palmier à huile en 2018.*

L'introduction de la variété CIRAD F de palmier à huile au Kasai Oriental et Lomami s'est faite progressivement en quatre phases depuis 2014. Ces phases sont constituées des activités de sélection des bénéficiaires, de formation, d'installation des pépinières et d'approvisionnement en noix pré-germées et de la plantation définitive.

L'année 2018 a été dominée par l'arrivée au mois de mai, du quatrième lot de 50 000 noix pré-germées de palmier à huile. Seuls 83 planteurs «de référence» ont été sélectionnés pour bénéficier de ces semences, sur base de la qualité de travail fourni (*sui*vi des recommandations techniques fournies par les encadreurs, qualité de la plantation et de l'entretien de la palmeraie) lors des livraisons antérieures des graines pré-germées de palmier CIRAD. Il s'agit des planteurs ayant déjà installé une superficie supérieure ou égale à 4 hectares de plantation. D'autres critères ont été utilisés lors de cette sélection tels que l'entretien de la plantation existante et la disponibilité des terres pour l'extension de la palmeraie.

Ces planteurs ont installé des pépinières dans cinq de six territoires de la zone d'intervention du PRODAKOR.

Tableau 5 : Répartition de planteurs sélectionnés et quantité des graines prégermées reçues par territoire et nombre des plans vivants de bonne qualité obtenus

Territoire	Nombre des planteurs	Quantité des noix pré-germées	Nombre de plants vigoureux en pépinières
Ngandajika	31	15 980	14 861
Luilu	17	12 240	11 383
Miabi	31	20 230	18 814
Tshilenge	2	1 190	1 107
Lupatapata	2	1 750	1 628
<b>Total</b>	<b>83</b>	<b>51 390</b>	<b>47 793</b>

La firme PALMELIT livre les graines prégermées de palmier avec un surplus de 5 % pour compenser les pertes au cours du transport. C'est ainsi qu'il a été réceptionné 52 500 noix prégermées et 51 390 ont été réellement distribuées aux planteurs. Le reste (2%) étant perdu lors du transport.

Les plants obtenus de ce dernier lot sont en pépinières et ne sont pas encore mis en terre dans des emplacements définitifs. Cela se fera dès que les conditions pluviométriques seront favorables. Les pépinières ont été installées au mois de juillet 2018. La plantation dans des sites définitifs est prévue entre les mois de mars et avril 2019, quand les plants auront fait 8 à 10 mois en pépinières.

#### *Amélioration des moyens de suivi des plantations mis à la disposition des partenaires*

Sur base des données fournies par les inspections provinciales de l'agriculture et du développement rural, chargées de l'accompagnement des planteurs, le PRODAKOR a fait recours à la cellule de cartographie de Enabel Kasai Oriental pour « digitaliser » les informations sur les plantations de palmier à huile de la variété CIRAD introduite et ayant des superficies égales ou supérieures à 4 hectares. Les données géo-référencées recueillies avec des GPS permettront un suivi à distance de l'évolution de ces

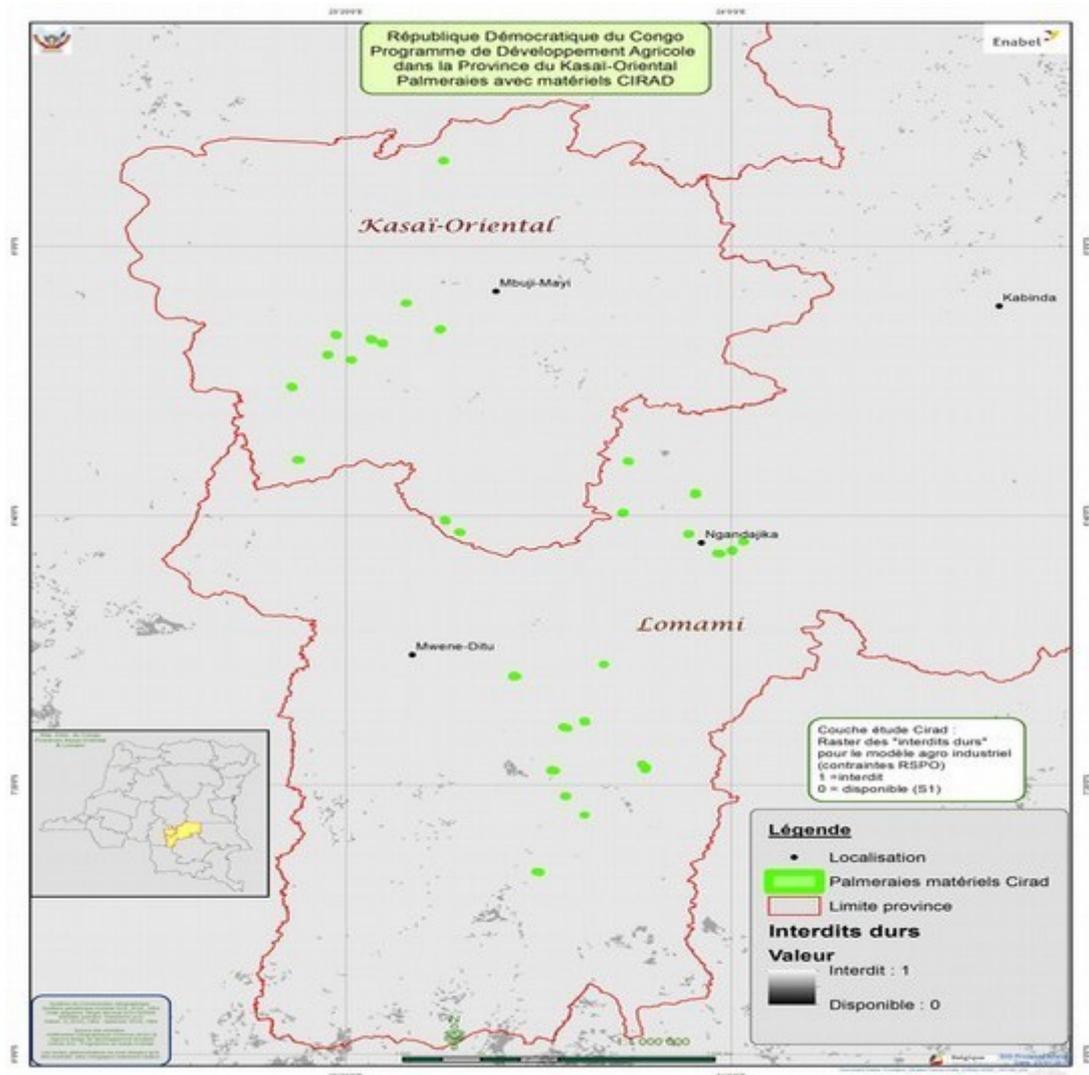
plantations avec des moyens modernes sur GoogleMaps comme on peut voir ci-dessous, l'exemple d'une plantation dans le territoire de Ngandajika.



Tableau 6 : Nombre de plantations et superficies cartographiées par territoire

Territoire	Nombre de plantations cartographiées	Superficie totale cartographiée
Ngandajika	8	52
Luilu	4	51
Tshilenge	1	4.8
Miabi	7	59
Lupatapata	3	19
<b>Total</b>	<b>23</b>	<b>229</b>

Il ne s'agit ici que d'un échantillon de quelques plantations éparpillées dans la zone de travail de PRODAKOR ayant une superficie égale ou supérieure à 4 ha. Il existe pourtant des milliers d'autres petites plantations disséminées dans la zone réalisées en fonction de la capacité de l'agriculteur à acheter les plants améliorés et à la disponibilité des terres.



Cette carte montre les endroits où ont été plantés les palmiers CIRAD (surtout dans les territoires de **Miabi** vers le Nord-Ouet, **Ngandajika** au centre-Est et **Luilu** au Sud-Est, de la carte) en superposant les données récoltées par PRODAKOR sur terrain sur celles issues de l'étude CIRAD-WWF sur le palmier « durable ».

### **Les planteurs innovent leurs pratiques et sont motivés à chercher le moyen de réduire le coût de production des plants sains en pépinières**

#### *Test de l'usage du panier traditionnel en matériaux locaux en pépinière*

Dans le souci de réduire les coûts de production en pépinière, de trouver des solutions plus locales pour les pépinières familiales et de mettre de la valeur ajoutée au niveau des villages, en faisant travailler de la main d'œuvre vulnérables (femmes isolées, handicapés,...), les planteurs ont testé l'usage des paniers en matières organiques comme support pouvant contenir le terreau nécessaire au développement du plant de palmier en pépinière en lieu et place des sachets en polyéthylène.

Des centaines de noix pré-germées ont été repiquées dans ces paniers fabriqués avec les éclats des feuilles de palmiers ou avec de la fausse canne (*Pennisetum sp*). Cinq mois plus tard, l'évaluation a révélé que :

- le matériel utilisé n'a pas résisté aux intempéries après une longue période d'exposition aux intempéries. Il s'est dégradé plus vite que le sachet en polyéthylène ;
- les fibres de ces végétaux ont été attaquées par les fourmis et autres insectes prédateurs ;

- les interstices des paniers étaient trop grands (défaut de fabrication) et laissaient filer l'eau d'arrosage et causaient la perte de terreau contenu dans le panier ;
- le terreau dans les paniers perdait vite son humidité après arrosage à cause d'une forte évaporation.

Pour toutes ces raisons, nous avons recommandé l'utilisation des paniers dans les cas des pré-pépinières de palmier à huile ou les pépinières agroforestières de courte durée.

Pour éviter la perte de terre et la baisse rapide de l'humidité dans les paniers, il faudrait insérer des feuilles plus coriaces avant de remplir les paniers avec le terreau. Il est aussi possible d'enduire les paniers avec un produit protecteur, éviter leur contact avec le sol (en les posant sur le béton par exemple et loin des fourmis). Des essais pourront se poursuivre avec d'autres types de matériaux ou avec de tissage de paniers avec des mailles plus serrées.



*Ces deux photos montrent l'essai d'utilisation comparée des paniers en matière végétale et des sachets en polyéthylène dans les pépinières de palmier à huile*

### **Les membres des OPB testent les itinéraires techniques et entretiennent les vergers expérimentaux depuis 2016**

Le plus grand nombre de vergers a été installé en 2016 et en 2017. Le nombre d'OPB accompagnées est resté inchangé en 2018, car il n'y a pas eu d'extension ni de nouveaux bassins, ni de nouvelles identifications des OPB.

Les planteurs ont continué à expérimenter des nouvelles pratiques agricoles dans près de 597 vergers expérimentaux. Parmi les techniques proposées, il y a celle de l'association du palmier à huile au bananier.

Pour améliorer la résilience économique et agronomique de leurs exploitations, les planteurs de palmier à huile recourent aux associations des cultures pérennes, semi-pérennes et vivrières. L'antenne « **Banane** » du centre de recherche de l'INERA Ngandajika a commencé à produire les rejets des bananes des variétés améliorées. Les matériels de propagation ont été installés dans des pépinières disséminées dans les différents sites des associations appuyées par PRODAKOR.

Tableau 7 : Sites de multiplication des rejets de bananier auprès des OPB

Territoires	Sites	Structures	Nombre de rejets
Miabi	Mulengu	GAD	150
Lupatapata	Kankelenge	Buenamuntu	82
Ngandajika	Yamba	CALIKAT	302
Ngandajika	Yamba	OP Yamba	402
Kamiji	Makulu a TAV	IYUM TSHIUM	60
Tshilenge	Kalelu	GRODACO	92
Luilu	Muyenga	OP Muyenga	102
<b>Total</b>			<b>1 190</b>

Ces pépinières produisent des milliers des rejets qui sont en train d'être plantés en culture intercalaire dans les plantations de palmier à huile et dans les vergers expérimentaux.



Entretien d'une pépinière de bananier à Yamba, Territoire de Ngandajika

### **Introduction des plantes de couverture dans les plantations de palmier à huile pour une bonne gestion de la fertilité du sol et des adventices**

Il a été constaté que plus les planteurs augmentaient les superficies de leurs palmeraies, plus ils étaient confrontés au problème d'entretien, car ils n'ont pas assez des ressources pour faire face à cette charge importante.

C'est pourquoi, l'équipe technique de PRODAKOR était sollicitée pour proposer des solutions moins onéreuses. Parmi ces solutions, des tests d'introduction des plantes de couverture ont été réalisés au dernier trimestre de l'année 2018. L'arachide pérenne (*Arachis pintoï*) et le pois carré (*Psophocarpus tetragonolobus*) sont des légumineuses qui permettent de couvrir le sol et qui l'enrichissent en azote qu'elles fixent.

Tableau 8: Sites de multiplication de plantes de couverture auprès des agriculteurs « modèles »

Territoires	Bassins	Nombre de sites	Nombre d'ares
Ngandajika	Ngandajika	4	20
	Tshiyamba	4	20
Tshilenge	Kalelu	1	5
	Kalonji sud	1	10
Lupatapata	Mukumbi	1	10
Miabi	Kakangayi	3	15
	Tshijiba	1	5

Luilu + Mwene ditu	Katshisungu	4	20
	Kanintshin	2	10
	Mweneditu	2	10
<b>Total</b>		<b>23</b>	<b>125</b>

Après leur multiplication dans ces 23 sites de développement, ces plantes de couverture seront distribuées et progressivement plantées dans les palmeraies, de manière à couvrir les intervalles des espaces entre les lignes de palmier et ainsi réduire le volume et de surcroît le coût des travaux d'entretien des plantations.

### **Sous-Résultat 1.3 : La fonction d'appui conseil aux producteurs est améliorée**

#### **Emergence des organisations paysannes de niveau 3 et planteurs modèles en 2018 qui sont accompagnés vers l'autonomie des services**

Le diagnostic rapide effectué au mois de septembre 2018 a permis de sélectionner les OPB qui avaient acquis une certaine maturité technique et organisationnelle, sur l'ensemble des structures accompagnées durant les trois années précédentes.

Ces OPB ont réalisé un parcours d'acquisition des compétences capable de les amener à l'autonomie. Des changements perceptibles sont observés au sein de ces OPB, comme :

*\* l'agrandissement de leurs parcelles d'expérimentation pour les OPB de la filière vivrière (de 25 à 50 ares) qui permettront de voir les résultats dans des champs de plus grande dimension ;*

*\* les membres de ces OPB de niveau 3 de la filière palmier à huile agrandissent leurs plantations. Et pour cela, ils eux-mêmes conduits les pépinières qui ont donné les plants sains de palmier à huile, qu'ils ont ensuite utilisé pour élargir leurs plantations ;*

*\* les nouveaux planteurs de palmier à huile se réunissent déjà (à Luilu, dans la province de Lomami), pour faire face aux multiples taxes légales et illégales, avec des taux que personne ne maîtrisent. Ces planteurs réfléchissent aussi sur les opportunités d'extraction et de commercialisation d'huile de palme.*

*\* les jeunes planteurs adhèrent aux plateformes et unions existantes (à Ngandajika et à Tshilenge) dès qu'ils sont accompagnés et comptent tirer profit des équipements de transformation des produits agricoles que le PRODAKOR mettra à la disposition des unions des OPB.*

L'appui-conseil à ces OPB est réalisé par les agents des ministères de l'agriculture et du développement rural. Il est prévu dans la phase de consolidation des acquis du PRODAKOR que les techniciens des OPB puissent prendre la relève, comme « **animateurs endogènes** » au sein de leurs organisations, pour suppléer à la démotivation actuelle des agents de l'État, en attendant que la question du financement de l'encadrement des agriculteurs par les services publics compétents soit résolu de manière durable.

Tableau 9 : Nombre d'OPB niveau 3 par territoire de la filière palmier à huile et filière cultures vivrières

<b>Territoire</b>	<b>OPB niveau 3 filière palmier à huile</b>	<b>OPB niveau 3 filière vivrière</b>	<b>Nombre de planteurs modèles</b>	<b>Nombre d'agriculteurs modèles</b>
Mukumbi	3	3	4	18
Miabi	4	9	32	39
Tshilenge	2	3	25**	23

Ngandajika	10	4	30	40
Luilu	3	4	17	6
<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>23</b>	<b>108</b>	<b>126</b>

**Note :** \*\* Le territoire de Tshilenge n'a pas reçu les noix du lot 2018, néanmoins la sélection des planteurs modèles a eu lieu en vertu des critères basés sur la plantation existante.

### Quelques résultats résultat chiffrés obtenus pour la filière palmier à huile, de 2014 à 2018

Comme le montre la photo ci-dessous, les palmiers issus des noix prégermées réceptionnées en 2014 et plantés sur sites définitifs en 2016, commencent à produire les noix, avec des régimes encore assez petits et sans grand intérêt économique au départ.



Ces deux photos montrent un jeune palmier de 4 ans qui vient d'entrer en production dans le Territoire de Lupatapata

Tableau 10 : Services développés par les OPB palmier à huile de 2014 à 2018

Services développés par les OPB palmier	2014	2015	2016	2017	2018	Total
Nombre de pépinières de production de palmiers améliorés installées	46	530	0	448	83	1 107
Nombre de graines pré-germées distribuées	20 000	187 315	0	154 296	52 500	414 111
Nombre de plants vivants avant la mise en plantation	-	17 522	165 770	127 573	47 793	358 658
Pourcentage de plants vivants avant la mise en plantation	-	87,61	88,49	82,68	91,03	86,60
Nombre d'hectares de plantations installées	0	122	1 159	892	-	2 173
Nombre vergers expérimentaux de palmiers installés (donnée cumulative)	-	46	530	695	695	695
Nombre des OPB niveau 3 palmier à huile	-	-	-	-	22	22
Nombre de planteurs modèles accompagnés	-	-	-	-	83	83
Nombre de plantations cartographiées	-	-	-	-	23	23

Sur un total général de 414 111 noix prégermeés fournies par PALMELITsa depuis 2014, 358 658 plants sains de palmier ont été produits en pépinières et ont permis d'emblaver au total 2 173 ha jusque fin 2017. Il y a encore 47 793 plants sains issus de la dernière livraison des noix prégermeés en 2018 qui attendent d'être plantés..

## 2.4 Performance de l'output 2

### 2.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : Les services de conservation, de transformation et de commercialisation des produits des exploitations familiales sont améliorés					
Indicateurs	Valeur de la Baseline (2015)	Valeur année 2016	Valeur année 2017	Valeur année 2018	Valeur cible finale année 2019
Nombre d'Unions accompagnées par PRODAKOR doté d'un service d'entreposage commercial des produits paysans	0	0	0	5	5
Nombre d'Unions accompagnées par PRODAKOR qui fournissent des services de vente groupée aux exploitations familiales	0	5	5	5	5
Nombre d'Unions accompagnées par PRODAKOR qui fournissent des services de transformation des produits agricoles aux exploitations familiales	0	0	0	4	4
Nombre des Unions accompagnées par PRODAKOR ayant des comptes d'exploitations équilibrés	0	5	5	5	5

Après révision des indicateurs de ce résultat, l'équipe du PRODAKOR a retenu trois indicateurs qui seront consignés dans le logiciel Pilot à partir de l'exercice 2019.

Il s'agit des indicateurs ci-après :

**1° Pourcentage d'agriculteurs qui utilisent le service de vente groupée des produits agricoles ;**

**2° Pourcentage d'agriculteurs qui transforment leurs produits avant la commercialisation et**

**3° Pourcentage d'agriculteurs qui entreposent leurs produits dans des structures d'entreposage adaptées avant la commercialisation.**

## 2.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités	État d'avancement:			
	A	B	C	D
<b>Sous-résultat 2.1 : Les OPA et groupements disposent des équipements de transformation et de stockage</b>				
2.1.1. Financer des équipements et de petites infrastructures de stockage et de transformation			X	
2.1.2. Accompagner les bénéficiaires dans la gestion et la maintenance des investissements			X	
2.1.3. Renforcer les compétences des femmes en matière d'entrepreneuriat agricole et de leadership féminin			X	
<b>Sous-résultat 2.2 : Les capacités des OPA et faïtières dans la commercialisation sont améliorées</b>				
2.2.1. Mettre en place un dispositif performant d'information sur les prix, les marchés et les statistiques agricoles à l'échelon des zones prioritaires		X		
2.2.2. Améliorer les capacités des OPA et de leurs faïtières dans la commercialisation		X		

Comme le tableau sur l'état d'avancement l'indique clairement, les marchés liés aux constructions des dépôts de stockage des produits agricoles, des hangars devant abriter les machines de traitement des produits agricoles et même ceux liés aux différentes livraisons des équipements ont connu un retard très important.

Cette situation est consécutive à plusieurs problèmes qui ont émaillé la mise en oeuvre des activités de ce résultat. Nous pouvons citer:

- le travail préalable d'organisation et de renforcement des capacités des membres des unions des OPB bénéficiaires de ces appuis qui a pris beaucoup de temps, après les études baseline. Ce temps était nécessaire pour permettre à ces acteurs de se décider sur la nature des appuis dont ils avaient réellement besoin;
- la conception des dossiers des marchés publics qui a également pris beaucoup de temps, avec des aller-retour sur la qualité des prescriptions techniques et les quantités à acheter compte tenu des contraintes budgétaires;
- les instructions sur le plafonnement budgétaire qui ont eu des répercussions justement sur la passation des dossiers des marchés publics;
- l'insécurité dans la zone de travail qui a obligé la suspension des activités dans le territoire de Kamiji et donc la révision des cahiers de charge pour soustraire les constructions et les équipements destinés à cette zone. Tout cela a créé du retard.

## 2.4.3 Analyse des progrès réalisés

### Sous-résultat 2.1 : OPA et groupements disposent des équipements de transformation et de stockage

#### 2.1.1. Financer des équipements et de petites infrastructures de stockage et de transformation

- *Les investissements*

Il était prévu de fournir en 2018 pour :

- *les unions des OPB de la filière vivrière* : les égreneuses de maïs et les unités de transformation de maïs grains en farine de qualité ;

- *les unions des OPB de la filière huile de palme* : les équipements performants (malaxeurs améliorés et presse motorisée) d'extraction d'huile de palme ;
- *la conservation de produits agricoles* : la construction des entrepôts en faveur des 3 unions accompagnées par PRODAKOR.

A la fin de cette année 2018, le processus de fourniture des équipements et les constructions des entrepôts et abris des équipements ont atteint le niveau suivant :

**\* les marchés ont été attribués pour :** *la fourniture de 4 égreneuses motorisées de maïs, 4 moulins à cyclone, 2 malaxeurs motorisées et 1 presse motorisée d'extraction d'huile de palme ;*

**\* les marchés en cours de passation pour :** *la construction de 4 hangars pour abriter les unités de traitement de maïs et la construction de 3 hangars pour les équipements d'extraction d'huile de palme.*

Il est à signaler que les marchés de construction des dépôts et de fourniture des équipements de transformation des produits agricoles pour les unions accompagnées ont été attribués vers la fin de l'année 2018. Donc, les travaux de construction proprement dits de ces infrastructures seront exécutés en 2019, bien que la construction d'un premier dépôt ait démarré en décembre 2018.

### ***2.1.2. Accompagner les bénéficiaires dans la gestion et la maintenance des investissements***

Très souvent les échecs en matière d'appui en équipements divers sont occasionnés par la faiblesse de gestion des bénéficiaires. L'équipe du programme a décidé de démarrer les formations en gestion bien avant la concrétisation de ces appuis, de manière à assurer simplement le coaching dans la gestion tout au long de l'année 2019, jusqu'à la clôture.

En 2018 donc, 6 unions ont été accompagnées à l'utilisation des outils de gestion mis en place depuis l'année 2017.

### ***2.1.3. Renforcer les compétences des femmes en matière d'entrepreneuriat agricole et de leadership féminin***

Dans ce domaine les ATN en charge du volet Genre et du volet conservation, transformation et commercialisation des produits agricoles travaillent en synergie, car l'OPB des femmes PFP située à Luputa entreprend pratiquement les mêmes travaux que ceux réalisés par les unions des OPB au niveau du résultat 2.

Cette microentreprise de femme (PFP) a été accompagnée cette année à la mise en place et à l'utilisation des outils de gestion, suivant une stratégie et un plan de renforcement de capacités élaborés avec le concours de l'ATN responsable du volet Genre du PRODAKOR.

## **Sous-Résultat 2.2 : Les capacités des OPA et faïtières dans la commercialisation sont améliorées**

### ***2.2.1. Mettre en place un dispositif performant d'information sur les prix, les marchés et les statistiques agricoles à l'échelon des zones prioritaires***

Un système d'information de marché (SIM) simplifié a été mis en place et est aussi fonctionnel dans la zone d'intervention du PRODAKOR. Outre le frais d'installation, ce SIM est pris en charge à 95% par les unions accompagnées par le programme elles-mêmes.

Ce système utilise les outils suivants :

- *Le tableau d'affichage, de relevés de prix de produits agricoles, installé dans 12 marchés de la zone, dans les deux provinces (Kasaï Oriental et Lomami) ;*

- Les fiches des offres et de demandes de produits agricoles;
- Les SMS pour la transmission des informations ;
- Les points focaux chargés de la collecte, traitement et diffusion des informations via le système SMS des réseaux téléphoniques GSM disponibles dans chaque milieu.

PRODUITS	MARCHE LOCAL (PRIX/MEGA FC)			TENDANCE	MARCHE URBAIN
					BAKWADIANGA
	MWENE DITU	LUPITA	NGANDAJIKA		PRIX/MEKA
MATALA A TSHIBISHI	2500F	2400F	2500F		3500F
MATALA A NKULUNKULU	2500F	2400F	2500F		3500F
LOSA LUPELA	5000	-	-		6000F
TSHIOMBA TSHIA BIPESA	-	-	-		-
BUKULA BUA TSHIOMBA	600F	500F	600F		1000F
TUMBELA TUTOYA	4800F	4500F	5500F		6000F
NKUNDA YA MADESU	5500F	5500F	7000F		6000F
NKUNDA YA TSHIBALABALA	4000F	3500F	4000F		4500F
MAFUTA A ...	5000F	5000F	8000F		8000F

Cette photo montre le tableau d'affichage installé au marché de Mwene Ditu qui indique les prix des produits agricoles pratiqués dans différents marchés à cette date là.

### 2.2.2. Améliorer les capacités des OPA et de leurs faitières dans la commercialisation

Au cours de l'année 2018, 6 unions reprises dans le tableau ci-dessous ont été accompagnées à la commercialisation des produits agricoles de leurs membres en **vente groupée**.

Près de 63 OPB membres de ces unions, sur un total de 92, ont regroupé 116 435 kg de maïs grains, 2 842 kg de niébé et 34 000 kg de cossettes de manioc pour la vente pendant les deux saisons agricoles de 2018.

Les opérations de vente, réalisées par les acteurs des unions eux-mêmes, à travers ce système ont permis aux membres de gagner une marge bénéficiaire brute variant entre 12 % à 25%, alors que cette marge était autour de 8% à 12% pour l'année 2017 (voir rapport de résultats 2017). Ces marges varient d'une union à l'autre, en tenant compte du coût de transport et des charges de production.

Tableau n° 11 : Les quantités de produits vendus par Union pour les deux saisons agricoles 2018

UNIONS	Nbre OPB impliquées	Quantité des produits vendus								
		Maïs (Kg)	Valeur (USD)	MB (%)	Niébé (Kg)	Valeur (USD)	MB (%)	Manioc (Kg)	Valeur (USD)	MB (%)
CIPOUD	7	14 170	8 855	20	1 072	1 022	15	28 500	12 468,5	25
FRATERNITE	3	13 210	5 548	15	0	0	0	0	0	0
FUTULUKAYI	21	3 555	2 609	12	120	100	20	5 500	780	25
PRODDIM	10	44 700	23 468	20	2 600	5 200	25	0	0	0
UADR	11	34 200	17 100	12	0	0	0	0	0	0
UADAT	11	6 600	4 512	20	3 300	4 851	25	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>63</b>	<b>116 435</b>	<b>62 092</b>	<b>--</b>	<b>4 492</b>	<b>5 973</b>	<b>--</b>	<b>34 000</b>	<b>13 248,5</b>	

**MB (%)** : taux de marge brute en pourcentage

**Valeur (USD)** : valeur en dollars américains

Le financement des équipements, des infrastructures de stockage et de transformation, l'accompagnement en soft des unions se poursuit normalement.

La prise en charge de fonctionnement du SIM mis en place par les Unions sans appui du programme montre de signes de pérennisation de ce système.

La réalisation de tous le processus de vente de produits agricoles des OPB par leurs Unions à cette deuxième année de mise en place de système de vente groupée sans appui de qui que ce soit montre à suffisance que les unions commencent à développer le reflexe d'entrepreneuriat.

Si la quantité de maïs commercialisée est restée presque constante, c.à.d 100 tonnes en 2017 contre 117 tonnes en 2018, celle du manioc a sensiblement augmenté en allant de 6 tonnes en 2017 à 34 tonnes en 2018. Ces chiffres démontrent que le système de vente groupée des produits ne concerne pas que le maïs, mais s'étend également pour les autres spéculations, notamment le manioc dont le volume vendu augmente, et aussi le niébé avec 4 tonnes. Les recettes réalisées ont également connues une progression sensible, en allant de 54 446 USD en 2017 à 62 092 USD en 2018, soit une augmentation de 14%. Ce qui n'est pas rien en milieu rural.

Le système d'information sur les marchés et sur les prix (SIM/SIP) ainsi que la vente groupée des produits agricoles deviennent de plus en plus des leviers qui prennent de la place dans la manière de faire des agriculteurs membres des unions appuyées qui leur permettent d'améliorer le niveau de leur revenu. Cet effet de l'accompagnement du PRODAKOR sera consolidé au cours de l'année 2019.

## 2.5 Performance de l'output 3

### 2.5.1 Progrès des indicateurs

Output 3 : La gouvernance du secteur agricole dans la province est améliorée					
Indicateurs	Valeur de la Baseline (2015)	Valeur année 2016	Valeur année 2017	Valeur année 2018	Valeur finale année 2019
Nombre des cadres de concertation institutionnels sur les filières vivrières et huile de palme créé au niveau des secteurs	0	-	0	0 (processus en cours)	16
Augmentation d'autonomie des OPB et des unions dans le temps	0	1 175 OPB I (100%)	456 OPB I (29%)	420 OPB I (27%)	420 OPB I (27%)

	0	0	1 089 OPB II (71%)	1 091 OPB II (70,5%)	1 091 OPB II (70,5%)
	0	0	0 OPB III (0%)	38 OPB III (2,5%)	38 OPB III (2,5%)
Nombre de cadres de concertation paysan fonctionnels dans les bassins de production	0	-	0	0 (processus en cours)	15
Nombre de notes d'orientation stratégique et opérationnelle composées par IPAPEL et IPDR sur le pilotage des politiques sectorielles	0	0	0	0	4

Nous pouvons constater dans le tableau des indicateurs ci-dessus que la structuration des OPB a connu une certaine évolution avec la sélection d'un premier noyau de 38 OPB, qui seront accompagnées pour accéder au niveau 3, qui est celui de l'autonomie complète. Un accompagnement conséquent sera fait en 2019 pour que ces OPB puissent parachever le processus de maturité organisationnelle et technique. Ces OPB ne représentent que 2,5 % de l'ensemble des OPB accompagnées par PRODAKOR.

Les différents cadres de concertation au niveau des secteurs et des bassins de production n'ont pu être mis en place à cause des incompréhensions avec certains acteurs locaux sur la stratégie à adopter, mais aussi à cause de la faiblesse de la maturité des OPB dont les membres risquaient de n'être que des figurants dans ce genre d'assemblées, sans réel pouvoir d'influence. Il est donc important de poursuivre d'abord le processus de maturité de ces OPB, avant d'envisager leur participation dans des cadres de concertation plus larges.

La révision des indicateurs du résultat 3 a permis à l'équipe technique du PRODAKOR de retenir le suivi, à partir de l'exercice 2019, des 3 indicateurs ci-dessous, qui seront encodés dans le logiciel PILOT. Il s'agit de :

*1° Pourcentage d'OPB autonomes sur le plan technique et organisationnel qui fournissent des services de qualité auprès de leurs membres*

*2° Nombre de notes produites par les services techniques à l'intention des autorités provinciales pour le pilotage du secteur agricole*

*3° Pourcentage des agents des deux administrations (IPAPEL et IPDR) appuyés par PRODAKOR ancrés dans le service d'appui conseil technique et de structuration au niveau des organisations paysannes.*

## 2.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités	État d'avancement:			
	A	B	C	D
1 Améliorer la collecte et l'échange d'information sur les interventions du secteur agricole		x		
2 Améliorer la concertation entre les différents acteurs du secteur agricole et suivi des interventions			x	
3 Appuyer un processus des structurations des OPA et des unions et faitières	x			
4 Appuyer les CARG territoires et secteurs comme lieux d'échange et de concertation du secteur agricole				x
5 Sensibiliser les acteurs du secteur au niveau de différents CARG territoires et secteurs, aux enjeux, conflits et processus de conciliation autour des fonciers				x

## 2.5.3 Analyse des progrès réalisés

En 2018, l'accent é été mis plus sur la consolidation du processus d'autonomisation des OPB et du renforcement des capacités de leurs membres, que sur l'émergence des cadres de concertation et de leur fonctionnement. La structuration actuelle des OPB et leur fonctionnement ne permettent pas de garantir que la participation des leaders paysans dans ce genre de rencontre leur permettra de se faire entendre de la manière qui convienne.

L'équipe du PRODAKOR a estimé que la maturité actuelle des OPB accompagnées et leur niveau d'organisation ne leur permettent pas de participer avec efficacité et un minimum d'indépendance et d'autonomie dans ce genre de rencontres. Il est bon de poursuivre le travail d'accompagnement réalisé par l'équipe du PRODAKOR. En 2018, le travail a consisté essentiellement à évaluer toutes les OPB et à sélectionner celles qui méritaient d'être outillées pour passer au niveau 3, selon les recommandations du MTR.

Toutes les actions liées à la mise en place des cadres de concertation et à leur animation ne pouvaient avoir lieu dans ce contexte. Elles pourront débuter en 2019, à petite échelle, avec des échanges d'expérience entre OPB de même contrée et aussi avec celles situées dans les mêmes axes routiers.

Quant aux activités d'accompagnement des OPB réalisées par les agents de l'Etat de l'IPAPEL et de l'IPDR, elles se poursuivent sur terrain, avec une motivation revue à la baisse et à faible intensité. C'est pourquoi le programme a élaboré une stratégie de consolidation qui met en avant les animateurs endogènes en ce qui concerne l'encadrement technique.

## 2.6 Performance de l'output 4

### 2.6.1 Progrès des indicateurs

Output 4 : Le leadership des femmes rurales est renforcé					
Indicateurs	Valeur de la Baseline 2014-2015	Valeur année 2016	Valeur année 2017	Cible finale 2018	Valeur Cible finale 2019
Nombre de cadre de concertation genre accompagné en Province et territoire	0	0	2	2	3
Nombre des micros entreprises rurales féminines accompagnées par le PRODAKOR	0	0	8	1	5

Nombre d'associations de femme accompagnées par le PRODAKOR dans un processus de renforcement des capacités	0	0	36	30	30
Augmentation du nombre de femmes impliquées dans les organes de gestion des OP	0	39	39	39	39

Pour l'année 2018, l'activité majeure a été le suivi-accompagnement de la microentreprise «**Promotion de la femme paysanne**, en sigle **PFP**», l'unique microentreprise accompagnée sur les 8 identifiées en 2017. Aucun appui n'a été réalisé en 2018, en termes de renforcement des capacités des structures féminines et mixtes sur des thèmes ayant trait à l'évolution des rapports entre les genres. Nous pensons que, les activités retenues dans le plan de consolidation des activités du PRODAKOR pour l'année 2019 pourront toutes se réaliser et pourront contribuer de manière sensible à l'amélioration de la prise en compte de la dimension Genre dans les actions de développement dans les provinces du Kasai Oriental et de Lomami.

Pour l'année 2019, il y aura deux indicateurs qui seront suivis et consignés dans le logiciel Pilot pour ce qui concerne le résultat 4 sur le leadership féminin au Kasai Oriental et Lomami. Il s'agit de deux indicateurs suivants:

**1° Nombre de femmes qui émergent comme agricultrices modèles;**

**2° Nombre d'OPB de femmes ayant une activité économique qui produit des revenus mensuels partagés aux membres**

Ces indicateurs permettront de mieux évaluer le changement qui interviennent en ce qui concerne l'empowerment des femmes dans cette zone dans le domaine agricole.

## 2.6.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales activités</u>	État d'avancement:			
	A	B	C	D
<b>Sous-résultat 4.1: Environnement favorable à l'empowerment des femmes dans la sphère privée est créé</b>				
1. Appuyer les espaces d'échanges entre les hommes et les femmes sur la division des tâches et responsabilités dans le secteur agricole		X		
2. Appui au conseil provincial de la femme			X	
<b>Sous-résultat 4.2: Environnement favorable à l'empowerment des femmes dans la sphère publique est créé</b>				
3. Appui à la division Genre et Enfant, à l'IPAPEL pour renforcer les synergies sur l'intégration du Genre dans la politique sectorielle		X		
4. Élaborer un plan d'action Genre pour le secteur de l'agriculture		X		

## 2.6.3 Analyse des progrès réalisés

**Sous-Résultat 4.1. Un environnement favorable à l'empowerment des femmes dans la sphère privée est créé.**

*Appuyer des espaces d'échange entre les femmes et les hommes sur la division des tâches et responsabilités dans le secteur agricole*

Dans le fonctionnement des espaces d'échanges créés entre les hommes et les femmes

dans les Provinces du Kasai Oriental et de Lomami, on constate progressivement ce qui suit:

- a) La prise en compte progressive de l'égalité genre. Cela se manifeste par une participation plus ou moins équitable des femmes et des hommes, membres des OPB, dans l'ensemble des activités agricoles;
- b) Une participation équitable des hommes et des femmes bénéficiaires des formations en gestion comptable, gestion de stock, élaboration du plan opérationnel, apprentissage des techniques innovantes de production des savons à base de l'huile de palme et palmiste au sein de la microentreprise appuyée;
- c) L'adoption d'une démarche stratégique innovante, applicable en 2019. L'identification, de manière spécifique, des OPB féminines de niveau III dans la stratégie d'autonomisation des OPB mise en place par le PRODAKOR. Dans le contexte du Kasai Oriental et Lomami, les associations féminines sont celles qui ont où 70 à 100% des femmes occupent des postes des décisions. Il s'agit aussi de l'identification des femmes qui émergent comme « **agricultrices de référence** » et qui bénéficient d'un accompagnement spécifique. Actuellement, sur un total de 126 agriculteurs de référence, il y a 11 femmes, soit 8,7 %.

#### ***Sous-Résultat 4.2. Un environnement favorable à l'empowerment des femmes dans la sphère publique est créé.***

*Appui à la Division Genre, Famille et Enfant et à l'IPAPEL pour renforcer les synergies sur l'intégration du genre dans la politique sectorielle.*

Un dialogue permanent avec les services publics et les organisations non gouvernementales autour des stratégies et actions en faveur de l'équité et égalité des genres est organisé et entretenu. Ce dialogue a conduit à un début de construction, d'un dispositif d'appui aux initiatives des femmes et à des réflexions autour d'un cadre de travail multi-acteurs d'appui aux initiatives des femmes, en collaboration avec les autres PTF installés dans les deux provinces.

## **3 Thèmes transversaux**

### **3.1 Genre**

Le Genre qui est un thème transversal pour les autres projets et programmes de Enabel constitue pour le PRODAKOR un résultat entier. Il s'agit du résultat sur le Leadership féminin qui a été développé ci-dessus.

Mais la stratégie de mise en oeuvre des activités liées au Genre au sein du PRODAKOR repose sur trois aspects:

**1° L'appui à l'égalité et à la complémentarité des genres, qui est pris en compte de manière transversale dans chacun des résultats du PRODAKOR** (Résultat 1, sur l'augmentation de la production agricole; le Résultat 2 sur la conservation, la transformation et la commercialisation des produits agricoles; le Résultat 3 sur la Gouvernance du secteur agricole et le Résultat 4 sur le Leadership féminin).

**2° L'empowerment des femmes :**

\* **Au niveau de la sphère privée.** Les normes sociales spécifiques de la zone du Kasai Oriental et de Lomami couplées à l'analphabétisme des femmes, constituent encore d'énormes freins au positionnement des femmes au niveau des postes des

décisions, dans la plupart des différentes structures existantes. Les femmes occupent des postes des décisions au sein des organisations dont les membres sont à 100% des femmes. Mais quand il s'agit des organisations ou structures mixtes, les femmes n'arrivent pas à occuper des postes de responsabilités. Elles ne sont que des simples collaboratrices. Pour changer cet état de chose, le PRODAKOR a organisé plusieurs rencontres d'échanges appuyées par des discussions avec des boîtes à images où ces questions sont discutées entre les hommes et les femmes, dans le but de chercher de manière concertée des pistes de solutions à mettre en place, surtout dans le secteur agricole où la présence des femmes est la plus nombreuse. L'intérêt était remarquable et certain, mais le changement des mentalités est un processus qui prend du temps.

\* **Au niveau de la sphère publique.** Le PRODAKOR a appuyé la Division Genre du Ministère provinciale en charge des questions de la femme et de la famille, dans la prise en compte des questions du Genre dans leur action. Quelques missions conjointes, d'échanges et d'appui en faveur de la célébration des journées internationales dédiées aux femmes ont été réalisées pour poursuivre le travail de sensibilisation de toutes les parties prenantes sur ces questions du Genre. C'est grâce à cette dynamique de collaboration que des initiatives ont été amorcées pour l'émergence des dispositifs provinciaux innovants, sur la problématique genre. Il s'agit du « *Fonds d'appui aux initiatives des femmes* » qui n'ont malheureusement pas pu être menées à bon port faute de temps.

### **3° L'autonomisation des femmes**

Avec des appuis à l'accompagnement des micro-entreprises féminines en vue d'améliorer leur revenu et de renforcer leur autonomie.

## **3.2 Environnement**

Depuis le lancement de la stratégie d'intervention du PRODAKOR, toutes les actions entreprises dans le domaine de l'amélioration de la production agricole prennent en compte la dimension protection de l'environnement et gestion durable des ressources.

C'est ainsi que les pratiques agroécologiques constituent le principal paquet des méthodes de production agricole encouragées par le Programme. Ces méthodes ont pour finalité de :

- Reconstituer l'humus dans la durée, par l'utilisation d'engrais verts, essentiel à la structure, à la stabilité et à la fertilité des sols ;
- Stabiliser les sols, ses couches pédologiques et sa vie, en diminuant les opérations de labour ;
- Fixer l'azote et le carbone par les légumineuses en cultures associées, en essences forestières et par des plantes annuelles et pluriannuelles ;
- Favoriser la remontée des éléments minéraux par les légumineuses forestières à racine à pivot ;
- Diminuer les coûts de production en réduisant la main d'œuvre sur les opérations de labour et de sarclage.

Si toutes ces pratiques ne sont pas encore entièrement mises en oeuvre sur terrain, elles sont pourtant bien inscrites dans l'agenda du PRODAKOR et implemées au fur et à mesure de leur adoption et de leur maîtrise par les agriculteurs, car l'accompagnement se fait au rythme des capacités des agriculteurs à intégrer ces pratiques dans leur agir quotidien.

## **3.3 Autre**

Le thème de **VIH – SIDA** a également été abordé lors de la mise en oeuvre des activités de l'output 4 liées au Genre. Il est animé, de manière régulière et en synergie avec l'équipe communication, éducation et information du PRODEKOR.

Quant au thème sur les **droits de l'enfant**, l'appui du PRODAKOR aux écoles techniques agricoles, notamment l'ITAV Tshioji en synergie avec EDUKOR a continué, dans le but de renforcer les capacités des enseignants et des élèves en ce qui concerne la technologie du palmier à huile de la variété CIRAD fournie par PalmElit, pour ce qui est de la conduite de pépinière et de la plantation. Le PRODAKOR ne fait travailler aucun enfant dans ses activités, en dehors des travaux pratiques réalisés par les élèves de ces écoles techniques agricoles. Le PRODAKOR insiste souvent auprès de ses partenaires, sur le fait que la place de l'enfant est à l'école.

## 4 Gestion des risques

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Instabilité politique et sécuritaire	DTF	DEV	High	High	Very High Risk	. Un suivi de sécurité sur l'ensemble du pays et les changements de gouvernement seront observés au niveau du COMPAR	Représentant Résident	Permanent	En cours	En cours
						. Suivi de la situation sécuritaire dans les territoires de la zone d'intervention du Programme Kasai Oriental et Lomami.	Coordinateur Enabel Kasai Oriental et Lomami	Permanent	En cours	
						<i>Insérer une ligne ici</i>				
Problèmes de gestion foncière qui réduisent l'accès et les investissements, surtout pour les femmes	DTF	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	. Sensibilisation sur le droit foncier et actions de médiation à travers les cadres de concertation notamment via les chefs de terre.	ATN PRODAKOR R1, R3 et R4	mars-18	Suite au plafonnement budgétaire, cette activité ne pourra plus être organisée comme prévu.	Terminé
						. Activités de vulgarisation des textes légaux du domaine agricole (loi agricole, loi foncière).		mars-18	Cette activité ne pourra plus se tenir, suite au plafonnement budgétaire en cours, qui nous oblige à nous focaliser sur les activités phares.	
						<i>Insérer une ligne ici</i>				
Changement climatique	DTF	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	. Diversification des cultures et des variétés ainsi que la vulgarisation des pratiques culturales agroécologiques.	ATN PRODAKOR R1	Permanent	En cours	En cours
						. Sensibilisation des exploitants agricoles familiaux à l'éducation environnementale.	Synergie des ATN PRODAKOR (R1) et PRODEKOR (Environnement).	mars-18	Annulée	Terminé
						<i>Insérer une ligne ici</i>				

Enclavement des zones de production	DTF	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	. Synergie avec le PRODEKOR et institutions en charge de la maintenance des pistes rurales (pistes à réhabiliter déjà identifiées).	ATI PRODAKOR + PRODEKOR	juil.-16	Réalisé	Terminé
<i>Insérer une ligne ici</i>										
Dégradation de la fertilité des sols et de l'environnement	DTF	DEV	Medium	High	High Risk	. Développer la gestion intégrée des sols avec des nouvelles pratiques culturales de restauration des sols.	ATN PRODAKOR R1	Permanent	En cours	En cours
<i>Insérer une ligne ici</i>										
Faible prise en compte du genre de façon transversale	DTF	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	. La participation, le ciblage, la responsabilité des femmes sont prises en compte dans les activités de production et de transformation des produits.	ATN PRODAKOR R2 et R4	Permanent	En cours	En cours
					Medium Risk	. Échanges réguliers au sein du personnel CTB Kasai Oriental et Lomami et des collaborateurs des services publics sur les questions du Genre.	ATN PRODAKOR R4	mars-18	Réalisé	Terminé

Enclavement des zones de production	DTF	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	. Synergie avec le PRODEKOR et institutions en charge de la maintenance des pistes rurales (pistes à réhabiliter déjà identifiées).	ATI PRODAKOR + PRODEKOR	juil.-16	Réalisé	Terminé
						<i>Insérer une ligne ici</i>				
Dégradation de la fertilité des sols et de l'environnement	DTF	DEV	Medium	High	High Risk	. Développer la gestion intégré des sols avec des nouvelles pratiques culturales de restauration des sols.	ATN PRODAKOR R1	Permanent	En cours	En cours
						<i>Insérer une ligne ici</i>				
Faible prise en compte du genre de façon transversale	DTF	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	. La participation, le ciblage, la responsabilité des femmes sont prises en compte dans les activités de production et de transformation des produits.	ATN PRODAKOR R2 et R4	Permanent	En cours	En cours
						. Échanges réguliers au sein du personnel CTB Kasai Oriental et Lomami et des collaborateurs des services publics sur les questions du Genre.	ATN PRODAKOR R4	mars-18	Réalisé	Terminé
						. Sensibilisation des Organisations Paysannes et animation des espaces d'échanges sur les questions du Genre dans le contexte du Kasai Oriental et de la Lomami.	ATN PRODAKOR R4	mars-18	Réalisé	Terminé
						<i>Insérer une ligne ici</i>				

## 5 Pilotage et apprentissage

### 5.1 Réorientations stratégiques

Après la sortie du rapport final de la MTR, l'équipe du PRODAKOR a élaboré en Q2 et Q3, avec l'appui de la Coordination du Programme Kasai Oriental et des ECT de la Représentation de Enabel RDC, une « **stratégie de consolidation** » des activités de terrain, en vue de préparer la sortie de ce programme, dans les mois à venir, car son budget est déjà consommé à plus de 2/3 de l'enveloppe globale.

Cette stratégie a effectivement été finalisée et adoptée en Q3 2018 et sa mise à exécution a démarré en Q4 2018 avec la révision des indicateurs de suivi. Cette révision a permis de retenir les 12 indicateurs déjà annoncés au niveau de chaque résultat, mais qui sont résumés de la manière suivante:

Niveau du cadre logique	Nouveaux indicateurs retenus
<b>Outcome</b>	<i>Niveau d'adoption des innovations durables par les ménages agricoles dans leurs exploitations familiales.</i>
	<i>Niveau de revenu brut des agriculteurs issu des activités agricoles (cultures vivrières et palmier à huile).</i>
<b>Output 1</b>	<i>Pourcentage des agriculteurs qui ont accès (physique et économique) aux semences de qualité</i>
	<i>Pourcentage des agriculteurs ayant emblavé leurs champs des cultures vivrières avec des techniques agroécologiques</i>
	<i>Pourcentage des agriculteurs qui disposent d'au moins 50 ares de plantation améliorée de palmier à huile avec respect des itinéraires techniques</i>
	<i>Pourcentage d'agriculteurs qui attestent avoir bénéficié de l'appui conseil des techniciens agricoles et agents de l'Etat.</i>
<b>Output 2</b>	<i>Pourcentage d'agriculteurs qui utilisent le service de vente groupée des produits agricoles</i>
	<i>Pourcentage d'agriculteurs qui transforment leurs produits avant la commercialisation</i>
	<i>Pourcentage d'agriculteurs qui entreposent leurs produits dans des structures d'entreposage adaptées.</i>
<b>Output 3</b>	<i>Pourcentage d'OPB autonomes sur le plan technique et organisationnel qui fournissent des services de qualité auprès de leurs membres</i>
	<i>Nombre de notes produites par les services techniques à l'intention des autorités provinciales pour le pilotage du secteur agricole</i>
	<i>Pourcentage des agents des deux administrations (IPAPEL et IPDR) appuyés par PRODAKOR capables d'accompagner d'exercer le travail d'appui conseil technique et de structuration au niveau des organisations paysannes.</i>
<b>Output 4</b>	<i>Nombre de femmes ayant des postes de responsabilité dans les structures communautaires à la base</i>
	<i>Nombre d'OPB de femmes ayant une activité économique qui produit des revenus mensuels partagés aux membres</i>

Ces indicateurs seront encodés dans le nouveau logiciel de monitoring de Enabel, connu sous le nom de PILOT.

## 5.2 Recommandations sur base des réorientations stratégiques décrites

Recommandations	Acteurs	Deadline
<i>Descriptions des recommandations</i>	<i>L'acteur responsable de la (dés)approbation de la recommandation</i>	<i>Ex : Q1, Q2, Q3, Q4 de l'année N+1</i>
01. Avec l'amenuisement progressif des ressources, recentrer les activités vers les agriculteurs et planteurs modèles ainsi que les OPB à conduire au niveau III.	SMCL	Q1 2019
02. Réaliser davantage des activités soit de consolidation des résultats déjà obtenus que de faire des nouveaux investissements	Equipe technique PRODAKOR	Q1 à Q4 2019

## 5.3 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
<i>Description de l'enseignement tiré.</i>	<i>Le public potentiellement intéressé par l'enseignement tiré. (intervention, Représentation, département du siège d'Enabel, département du partenaire...).</i>
01. Il y a peu de chance d'avoir un système de formation et d'accompagnement des agriculteurs, fiable dans le temps, sans un financement conséquent.	* Gouvernements Provinciaux de Kasai Oriental et de Lomami * Enabel RDC
02. La formation et le coaching des bénéficiaires en gestion est essentielle, pour garantir la durabilité des actions dans le temps.	* Gouvernements Provinciaux de Kasai Oriental et de Lomami * Enabel RDC
03. L'alphabétisation des femmes peut accélérer l'appropriation des techniques, des attitudes et des compétences, car c'est le plus grand groupe d'acteurs dans le domaine agricole mais marginalisé en matière d'éducation.	* Gouvernements Provinciaux de Kasai Oriental et de Lomami * Enabel RDC
04. L'amélioration du niveau de revenu des agriculteurs dépend de l'amélioration de l'environnement global de travail (sécurité, lutte contre les tracasseries, les taxes illégales, l'amélioration de l'Etat des routes et des moyens de transport, la standardisation des unités de mesure, -etc).	* Gouvernements Provinciaux de Kasai Oriental et de Lomami * Enabel

## 6 Annexes

### 6.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la PERTINENCE : note totale	A	B	C	D
	x			
<b>1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ? X</b>				
x	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.		
	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.		
<b>1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?</b>				
x	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).		
	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.		
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.		
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.		

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
		x		
<b>2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens &amp; équipements) sont-ils correctement gérés ?</b>				
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.		
x	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.		
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.		
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.		
<b>2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?</b>				
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.		

x	<b>B</b>	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
	<b>C</b>	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	<b>D</b>	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
<b>2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?</b>		
	<b>A</b>	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
x	<b>B</b>	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	<b>C</b>	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	<b>D</b>	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

**3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N**

*Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D*

<b>Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale</b>	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
		x		

**3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?**

	<b>A</b>	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
x	<b>B</b>	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
	<b>C</b>	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
	<b>D</b>	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.

**3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?**

	<b>A</b>	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
x	<b>B</b>	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
	<b>C</b>	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
	<b>D</b>	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

**4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).**

*Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D*

<b>Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale</b>	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
		x		

<b>4.1 Durabilité financière/économique ?</b>	
	<b>A</b> La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
	<b>B</b> La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
x	<b>C</b> Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
	<b>D</b> La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.
<b>4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?</b>	
	<b>A</b> Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
x	<b>B</b> La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
	<b>C</b> L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
	<b>D</b> L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
<b>4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?</b>	
	<b>A</b> L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
x	<b>B</b> L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	<b>C</b> La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	<b>D</b> Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.
<b>4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?</b>	
	<b>A</b> L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
x	<b>B</b> La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	<b>C</b> L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	<b>D</b> L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

## 6.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Que les acteurs de la filière semence, membres du COPROSEM puissent				* Appui du PRODAKOR au COPROSEM pour l'élaboration				
Que les deux gouvernements provinciaux, du Kasai Oriental et de Lomami, inscrivent une ligne dans leurs budgets, qui sont en élaboration, afin de soutenir la recherche agricole et de pérenniser les acquis déjà obtenus avec l'appui de PRODAKOR.	nov.-17	SMCL	Gouvernements provinciaux KOR et Lomami et assemblées provinciales	* Inscription aux budgets des provinces et exécution des lignes budgétaires pour le soutien de la recherche agricole.	MINAGRI KOR et LOMAMI et assemblées provinciales	oct.-19	Non réalisée	OPEN
				* Présentation des projets de recherche pour financement de ces institutions provinciales.	MINAGRI KOR et LOMAMI et assemblées provinciales	oct.-19	Non réalisée	
				Insérer une ligne ici				
Que les deux gouvernements provinciaux, du Kasai Oriental et de Lomami, puissent disponibiliser des moyens financiers en faveur des Inspections agricoles et de Développement Rural afin de pouvoir étendre l'encadrement fait avec l'appui du PRODAKOR dans les autres territoires non couverts par ce programme.	nov.-17	SMCL	Gouvernements provinciaux KOR et Lomami	* Préparation d'un programme d'extension des activités d'accompagnement des agriculteurs dans les territoires non couverts par PRODAKOR	IPAPEL, IPDR, SENASEM, DiviGenre	oct.-19	Non réalisée	OPEN
				* Financement à travers les budgets provinciaux des projets présentés par les administrations concernées pour l'extension des activités de vulgarisation.	Gouvernement provinciaux KOR et Lomami.	oct.-19	Non réalisée	
				Insérer une ligne ici				
Que le comité de pilotage qui regroupe l'IPAPEL, l'IPDR, l'INERA et le SNV, avec l'appui du PRODAKOR, puisse faire le résumé des itinéraires techniques qui améliorent le travail des producteurs agricoles dans un dépliant à diffuser très largement, aussi bien dans les bassins de production couverts par le programme que dans les autres territoires non couverts.	nov.-17	SMCL	IPAPEL, IPDR, SENASEM, SNV et PRODAKOR	* Approbation définitive par le comité de pilotage des itinéraires techniques ayant fait leurs preuves, à diffuser auprès des agriculteurs	IPAPEL, IPDR, SENASEM, SNV, PRODAKOR	oct.-19	Réalisé	CLOSED
				* Production des fiches techniques, avec dessins et traductions en Tshiluba, pour la diffusion des itinéraires techniques retenus.	IPAPEL, IPDR, SENASEM, SNV, PRODAKOR	oct.-19	En cours	ONGOING
				Insérer une ligne ici				
Que les Inspections provinciales de Développement Rural de deux provinces puissent prendre des dispositions utiles pour étendre ce modèle d'organisation des producteurs agricoles dans les autres bassins non couverts par le programme PRODAKOR. Elles devront informer régulièrement les autorités à ce sujet.	nov.-17	SMCL	IPDR KOR et Lomami	* Elaboration d'un programme d'extension du modèle d'accompagnement des agriculteurs soutenu par PRODAKOR dans l'ensemble des deux provinces.	IPDR	oct.-18	Non réalisée	OPEN
				* Dépôt d'une demande de financement auprès des autorités provinciales.	IPDR	oct.-18	Non réalisée	
				Insérer une ligne ici				
Que les deux gouvernements provinciaux, du Kasai Oriental et de Lomami organisent des conférences agricoles, en début de chaque année pour discuter des questions de la promotion de l'agriculture dans leurs provinces respectives.	nov.-17	SMCL	IPAPEL, IPDR, SENASEM, SNV, PRODAKOR	* Elaboration d'un programme de conférences agricoles dans les deux provinces KOR et Lomami.	MINAGRI KOR et LOMAMI	oct.-18	En préparation	OPEN
				* Organisation des conférences agricoles dans les deux provinces.	MINAGRI KOR et LOMAMI	oct.-18	En préparation	
				Insérer une ligne ici				

Que les ministres provinciaux de deux provinces en charge de l'environnement veillent sur l'application effective de l'interdiction des feux de brousse afin de protéger la fertilité des sols.	nov.-17	SMCL	Ministères provinciaux environnement KOR et Lomami	* Organisation des campagnes d'information de la population sur la loi contre les feux de brousse, les méfaits des feux de brousse et les sanctions encourues par les coupables.	Ministères environnement KOR et Lomami	oct.-18	Non réalisée	OPEN
				* Application effective des dispositions légales sanctionnant les actes de feux de brousse.	Ministères environnement KOR et Lomami	oct.-18	Non réalisée	
				<i>Insérer une ligne ici</i>				
Les membres de la SMCL ont validé à l'unanimité le rapport des résultats de PRODAKOR 2017. Ils ont par la même occasion exhorté l'équipe du PRODAKOR, les services techniques partenaires à travailler pour améliorer la cotation sur la durabilité de l'intervention, en passant de la note « C » à la note « B » (Voir critère d'évaluation)	juil.-18	SMCL	IPAPEL, IPDR, SENASEM, SNV, PRODAKOR	* Planifier et réaliser des activités qui améliorent le niveau d'appropriation des innovations proposées et donc de la durabilité des bénéfices du projet auprès des bénéficiaires	IPAPEL, IPDR, SENASEM, SNV, PRODAKOR	Permanent	En préparation	OPEN
				<i>Insérer une ligne ici</i>				
Les membres de la SMCL ont décidé de prendre en compte le coût d'achat du logiciel de Gestion UBW (75 000 Euros), tout en renvoyant la validation du réaménagement budgétaire à la SMCL prochaine	juil.-18	SMCL	PRODAKOR	* Effectuer la dépense d'acquisition du logiciel de gestion UBW avec tous ses accessoires.	RAFI PRODAKOR	déc.-19	Planifié	OPEN
				<i>Insérer une ligne ici</i>				
Les services techniques de l'Etat doivent se rencontrer rapidement et proposer un calendrier conjoint de visite de terrain avec les autorités provinciales au plus tard le mardi 24 juillet 2018. Ce calendrier doit tenir compte des activités qui sont réalisées en saison sèche et pendant les deux grandes saisons culturales A 2018-2019 et B 2019	juil.-18	SMCL	IPAPEL, IPDR, SENASEM, SNV, INERA,	* Elaboration du calendrier des visites des autorités provinciales sur terrain	IPAPEL	juil.-18	Planifié	OPEN
				<i>Insérer une ligne ici</i>				

Les deux gouvernements provinciaux, par le canal de leurs ministres respectifs de l'Agriculture et du budget, doivent tenir compte de cette contrainte et prendre des dispositions utiles et à temps pour introduire ces lignes budgétaires dans les propositions des budgets de l'exercice 2019, avec des montants conséquents qui puissent permettre les décaissements envisagés	juil.-18	SMCL	Gouvernements provinciaux KOR et Lomami	* Elaboration des prévisions budgétaires par les ministres provinciaux de l'agriculture et du budget KOR et LOM à soumettre à la validation des assemblées provinciales pour l'exercice budgétaire 2019.	Ministres Agriculture et Budget KOR et LOM	août-18	En préparation	OPEN
				* Défense du budget devant les assemblées provinciales	Ministres Agriculture et Budget KOR et LOM	oct.-18	Planifiée	
				<i>Insérer une ligne ici</i>				
Il y a maintenant un Inspecteur Provincial du Développement Rural dans la Province de Lomami, qui a d'ailleurs pris part à cette SMCL comme invité. Il faut que l'Inspecteur de Développement Rural du Kasai Oriental comprenne cela et qu'il puisse se comporter en conséquence	juil.-18	SMCL	IPDR KOR	* Fin des interventions de l'IPDR KOR dans la Province de Lomami	IPDR Kasai Oriental	juil.-18	En cours	ONGOING
				<i>Insérer une ligne ici</i>				
Que les deux Inspecteurs Provinciaux de Développement Rural produisent des programmes de travail pour étendre les activités d'accompagnement des agriculteurs dans les autres territoires non touchés par les actions du PRODAKOR et de les soumettre aux autorités provinciales pour approbation et financement. Ils doivent les faire avant l'élaboration des propositions de budgets de l'exercice 2019 c.à.d au plus tard fin août 2018	juil.-18	SMCL	IPDR KOR et IPDR Lomami	* Elaboration d'un projet d'extension des activités dans les territoires non couverts par PRODAKOR	IPDR Kasai Oriental	août-18	En préparation	OPEN
				<i>Insérer une ligne ici</i>				
Un arrêté sera pris par chacun de deux gouverneurs des provinces interdisant les feux de brousse et qui inclut également les barèmes de sanctions à l'endroit de ceux qui ne le respecteront pas, notamment vis-à-vis des autorités des villages qui sont censées faire respecter ces instructions au niveau de la base	juil.-18	SMCL	Gouvernements provinciaux KOR et Lomami	* Arrêté des Gouverneurs sur le rappel de la défense des feux de brousse	Gouverneurs de Provinces KOR et LOM	déc.-19	En préparation	OPEN
				<i>Insérer une ligne ici</i>				

### 6.3 Cadre logique mis à jour

Logique d'intervention	Indicateurs (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>OG : Le déficit alimentaire et la pauvreté dans la Province du Kasai Oriental sont réduits par la relance durable du secteur agricole.</b>			
<p><b>Objectif spécifique</b>            Les revenus des exploitations familiales provenant de leurs activités agricoles sont augmentés de façon durable dans la Province du Kasai Oriental dans un processus respectueux de l'environnement, en inscrivant les interventions dans les dynamiques du marché et en tenant compte des contraintes et des besoins différenciés des femmes et des hommes</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation du niveau d'adoption des innovations durables par les ménages agricoles dans leurs exploitations familiales.</li> <li>• Amélioration du revenu brut des agriculteurs issu des activités agricoles (cultures vivrières et palmier à huile).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapports enquête taux d'adoption</li> <li>• Rapport enquête ménages</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La stabilité politique et sécuritaire ne se dégrade pas</li> <li>• Les producteurs (F/H) subissent moins de tracasseries</li> <li>• Pas de sécheresse ou inondations exceptionnelles</li> </ul>

Logique d'intervention	Indicateurs (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses
<p>Résultat 1 : Les services d'innovation technique, d'expérimentation paysanne et d'appui-conseil destinés aux exploitations agricoles familiales sont améliorés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Proportion (Pourcentage) des agriculteurs qui ont accès (physique et économique) aux semences de qualité</li> <li>• Pourcentage des agriculteurs ayant emblavé leurs champs des cultures vivrières avec des techniques agroécologique</li> <li>• Pourcentage des agriculteurs qui disposent d'au moins 50 ares de plantation améliorée de palmier à huile avec respect des itinéraires techniques</li> <li>• Pourcentage d'agriculteurs qui attestent avoir bénéficié de l'appui conseil des techniciens agricoles et agents de l'Etat.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapports COPROSEM</li> <li>• Fiche taux d'adoption</li> <li>• Fiche taux d'adoption des itinéraires techniques dans des plantations des palmiers</li> <li>• Fiche taux d'adoption</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le dispositif de distribution de semences est fonctionnel et assure l'accessibilité au plus grand nombre</li> <li>• Les pratiques agricoles introduites sont adaptées au contexte local</li> <li>• La disponibilité de matériel végétal performant est améliorée</li> <li>• Bon fonctionnement des services et prestataires techniques d'encadrement</li> </ul>
<p>Résultat 2 : Les services de conservation, de transformation et de commercialisation des produits des exploitations agricoles familiales sont améliorés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pourcentage d'agriculteurs qui utilisent le service de vente groupée des produits agricoles</li> <li>• Pourcentage d'agriculteurs qui transforment leurs produits avant la commercialisation</li> <li>• Pourcentage d'agriculteurs qui entreposent leurs produits dans des structures d'entreposage adaptées.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapports d'enquêtes sur le fonctionnement des unions</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les bassins de production sont désenclavés (action PRODEKOR et autres acteurs)</li> <li>• Les tracasseries diminuent et ne découragent pas les producteurs à commercialiser</li> </ul>

Logique d'intervention	Indicateurs (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses
<p>Résultat 3 : La gouvernance du secteur agricole dans la Province du Kasai Oriental est améliorée</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pourcentage d'OPB autonomes sur le plan technique et organisationnel qui fournissent des services de qualité auprès de leurs membres</li> <li>• Nombre de notes produites par les services techniques à l'intention des autorités provinciales pour le pilotage du secteur agricole</li> <li>• Pourcentage des agents des deux administrations (IPAPEL et IPDR) appuyés par PRODAKOR ancrés dans le service d'appui conseil technique et de structuration au niveau des organisations paysannes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport d'évaluation des OPB</li> <li>• Grille de notation</li> <li>• Grille de notation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Volonté de changer les pratiques actuelles</li> <li>• Emergence d'une véritable dynamique communautaire de changement dans le milieu</li> <li>• Prise en charge financière réelle des activités d'accompagnement des agriculteurs</li> </ul>
<p>Résultat 4 : Le leadership des femmes rurales est renforcé</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de femmes ayant des postes de responsabilité dans les structures communautaires à la base</li> <li>• Nombre d'OPB de femmes ayant une activité économique qui produit des revenus mensuels partagés aux membres</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport d'enquête au sein des OPB de niveau III</li> <li>• Rapport d'enquête sur les OPB</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La société est ouverte au changement en faveur d'une plus grande égalité des femmes et des hommes</li> <li>• Les résistances au niveau des communautés locales, autorités traditionnelles et coutumières ne sont pas insurmontables</li> </ul>

## 6.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Indicateurs modifiés (voir point 5.1 de ce rapport)
Rapport Baseline enregistré dans PIT ?	Oui
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	Du 25 septembre au 17 octobre 2017 (rapport final MTR : janvier 2018)
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	En 2019
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	<ul style="list-style-type: none"> <li>* 1<sup>è</sup> mission Backstopping EST : du 06-08/11/2014</li> <li>* 2<sup>è</sup> mission Backstopping EST : du 11-19/05/2015</li> <li>* 3<sup>è</sup> mission Backstopping MDF : du 03-08/03/2016</li> <li>* 4<sup>è</sup> mission Backstopping EST : du 20/09-03/10/2017</li> <li>* 5<sup>è</sup> Visite ECT Agriculture – Enabel RDC: du 04-14/03/2018</li> <li>* 6<sup>è</sup> Visite ECT Gouvernance – Enabel RDC: du 18 - 21/06/2018</li> </ul>

## 6.5 Rapport « Budget versus Actuels (y - m) »

### Budget vs Actuals (Year to Month) of RDC1217111

Project Title : **Programme de Développement Agricole dans la Province du Kasai Oriental (PRODAKOR)**  
 Budget Version: **C02**  
 Currency : **EUR** Year to month : **31/12/2018**  
 YIM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2017	Expenses 2018	Total	Balance	% Exec
<b>A LA PRODUCTION ET LA PRODUCTIVITÉ DANS LES</b>			4.580.940,00	3.645.897,42	<b>366.984,54</b>	4.012.881,96	568.058,04	<b>88%</b>
<b>01 Le secteur semencier est renforcé et assure une</b>			2.265.500,00	1.820.351,51	<b>287.475,18</b>	2.107.826,69	157.673,31	93%
01 Les semences de (pré-base) base sont produites en		REGIE	1.168.000,00	1.082.843,51	<b>247.015,75</b>	1.329.859,26	-161.859,26	114%
02 Les semences certifiées R1 (et R2) sont produites par des		REGIE	852.500,00	624.166,09	<b>38.483,27</b>	662.649,36	189.850,64	78%
03 Des « semences de qualité déclarée » sont produites au		REGIE	245.000,00	113.341,91	<b>1.976,16</b>	115.318,07	129.681,93	47%
<b>02 L'innovation et la diversification sont appuyées par un</b>			850.000,00	706.461,36	<b>14.567,12</b>	721.028,48	128.971,52	<b>85%</b>
01 Introduire des techniques innovantes et recherche		REGIE	590.000,00	459.948,17	<b>5.902,08</b>	465.850,25	124.149,75	79%
02 Faciliter l'accès à des outils, équipements et petits intrants		REGIE	260.000,00	246.513,19	<b>8.665,04</b>	255.178,23	4.821,77	98%
<b>03 La fonction d'appui conseil aux producteurs est</b>			1.465.440,00	1.119.084,55	<b>64.942,24</b>	1.184.026,79	281.413,21	<b>81%</b>
01 Mise en place et suivi d'une stratégie d'appui-conseil		REGIE	145.000,00	40.092,86	<b>12.060,49</b>	52.153,35	92.846,65	36%
02 Accompagnement des agronomes du secteur, des OP et		REGIE	1.290.440,00	1.078.611,93	<b>51.905,87</b>	1.130.517,80	159.922,20	88%
03 Etablir des liens avec les établissements d'enseignement		REGIE	30.000,00	379,76	<b>975,88</b>	1.355,64	28.644,36	5%
<b>B LA CONSERVATION, LA TRANSFORMATION ET LA</b>			648.000,00	222.315,67	<b>134.207,12</b>	356.522,79	291.477,21	<b>55%</b>
<b>01 OPA et groupements disposent des équipements de</b>			518.000,00	132.444,04	<b>119.056,89</b>	251.500,93	266.499,07	49%
01 Financement d'équipements et infrastructure de stockage		REGIE	300.000,00	57.091,27	<b>83.756,95</b>	140.848,22	159.151,78	47%
02 Accompagnement gestion et maintenance		REGIE	153.000,00	72.869,29	<b>35.299,94</b>	108.169,23	44.830,77	71%
03 Renforcer compétences entrepreneuriale des femmes		REGIE	65.000,00	2.483,48	<b>0,00</b>	2.483,48	62.516,52	4%
<b>02 Les capacités des OPA et faitières dans la</b>			130.000,00	89.871,63	<b>15.150,23</b>	105.021,86	24.978,14	<b>81%</b>
01 Mettre en place un dispositif performant d'information sur		REGIE	60.000,00	49.835,91	<b>10.624,15</b>	60.460,06	-460,06	101%
02 Améliorer les capacités des OPA et faitières dans la		REGIE	70.000,00	40.035,72	<b>4.526,08</b>	44.561,80	25.438,20	64%
<b>C LA GOUVERNANCE DU SECTEUR AGRICOLE EST RENFORCÉE</b>			1.305.500,00	722.940,08	<b>301.711,95</b>	1.024.652,03	280.847,97	<b>78%</b>
<b>01 La coordination sectorielle et le suivi des interventions</b>			370.500,00	162.235,95	<b>132.861,20</b>	295.097,15	75.402,85	<b>80%</b>
		REGIE	11.000.000,00	7.861.308,13	<b>1.461.031,92</b>	9.322.340,05	1.677.659,95	85%
		COGEST						
		<b>TOTAL</b>	<b>11.000.000,00</b>	<b>7.861.308,13</b>	<b>1.461.031,92</b>	<b>9.322.340,05</b>	<b>1.677.659,95</b>	<b>85%</b>



Budget vs Actuals (Year to Month) of RDC1217111 Printed on maandag 14 januari 2019

page: 1

## Budget vs Actuals (Year to Month) of RDC1217111

Project Title : **Programme de Développement Agricole dans la Province du Kasaï Oriental (PRODAKOR)**

Budget Version: **C02**

Currency : **EUR**

YIM :

Year to month : **31/12/2018**

**Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2017	Expenses 2018	Total	Balance	% Exec
04 Equipe nationale administrative et logistique antennes		REGIE	396.000,00	231.176,65	<b>84.674,45</b>	315.851,10	80.148,90	80%
<b>02 Véhicules</b>			<b>480.500,00</b>	<b>443.119,11</b>	<b>28.639,90</b>	<b>471.759,01</b>	<b>8.740,99</b>	<b>98%</b>
01 Véhicules		REGIE	120.000,00	137.226,69	<b>0,00</b>	137.226,69	-17.226,69	114%
02 Motos et vélos		REGIE	45.000,00	48.254,19	<b>0,00</b>	48.254,19	-3.254,19	107%
03 Equipement et matériel		REGIE	85.500,00	101.710,89	<b>414,12</b>	102.125,01	-16.625,01	119%
04 Aménagement, Réhabilitation et/ou loyers		REGIE	230.000,00	155.927,34	<b>28.225,78</b>	184.153,12	45.846,88	80%
<b>03 Fonctionnement</b>			<b>570.000,00</b>	<b>586.956,85</b>	<b>46.194,82</b>	<b>633.151,67</b>	<b>-63.151,67</b>	<b>111%</b>
01 Frais de fonctionnement des véhicules + motos		REGIE	180.000,00	166.472,45	<b>9.489,58</b>	175.962,03	4.037,97	98%
02 Frais de fonctionnement des bureaux (MBM+antennes)		REGIE	290.000,00	322.036,81	<b>26.637,84</b>	348.674,65	-58.674,65	120%
03 Organisation des SMCL		REGIE	25.000,00	22.022,48	<b>4.152,05</b>	26.174,53	-1.174,53	105%
04 Frais de mission		REGIE	75.000,00	76.425,11	<b>5.915,35</b>	82.340,46	-7.340,46	110%
<b>04 Audit suivi et évaluation</b>			<b>278.000,00</b>	<b>108.491,05</b>	<b>47.857,14</b>	<b>156.348,19</b>	<b>121.651,81</b>	<b>56%</b>
01 Audit		REGIE	75.000,00	11.910,22	<b>0,00</b>	11.910,22	63.089,78	16%
02 Evaluation finale + MTR		REGIE	60.000,00	4.147,79	<b>45.762,17</b>	49.909,96	10.090,04	83%
03 Etude baseline		REGIE	60.000,00	55.933,98	<b>0,00</b>	55.933,98	4.066,02	93%
04 Suivi et backstopping		REGIE	48.000,00	22.853,27	<b>2.094,97</b>	24.948,24	23.051,76	52%
05 Ateliers d'échange et séminaires de capitalisation		REGIE	35.000,00	13.645,79	<b>0,00</b>	13.645,79	21.354,21	39%
<b>99 Conversion rate adjustment</b>			<b>0,00</b>	<b>-1.288,38</b>	<b>0,00</b>	<b>-1.288,38</b>	<b>1.288,38</b>	<b>7%</b>
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	-1.288,38	<b>0,00</b>	-1.288,38	1.288,38	7%
		REGIE	11.000.000,00	7.861.308,13	<b>1.461.031,92</b>	9.322.340,05	1.677.659,95	85%
		COGEST						
		<b>TOTAL</b>	<b>11.000.000,00</b>	<b>7.861.308,13</b>	<b>1.461.031,92</b>	<b>9.322.340,05</b>	<b>1.677.659,95</b>	<b>85%</b>



Budget vs Actuals (Year to Month) of RDC1217111 Printed on maandag 14 januari 2019

page: 3

## Budget vs Actuals (Year to Month) of RDC1217111

Project Title : **Programme de Développement Agricole dans la Province du Kasaï Oriental (PRODAKOR)**

Budget Version: **C02**

Currency : **EUR**

YIM :

Year to month : **31/12/2018**

**Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2017	Expenses 2018	Total	Balance	% Exec
01 Collecte et échange d'informations sectorielles		REGIE	65.000,00	7.039,71	<b>162,81</b>	7.202,52	57.797,48	11%
02 Concertation sectorielle et suivi des interventions		REGIE	265.500,00	125.364,22	<b>111.814,73</b>	237.178,95	28.321,05	89%
03 Appui à la capitalisation des expériences dans le secteur		REGIE	40.000,00	29.832,02	<b>20.883,66</b>	50.715,68	-10.715,68	127%
<b>02 La concertation entre acteurs publics et privés et</b>			<b>935.000,00</b>	<b>560.704,13</b>	<b>168.850,75</b>	<b>729.554,88</b>	<b>205.445,12</b>	<b>78%</b>
01 Appuyer un processus de structuration des OPA et de		REGIE	780.000,00	421.088,97	<b>89.377,58</b>	510.466,55	269.533,45	65%
02 Appuyer les CCT et CCS comme lieux d'échange et de		REGIE	150.000,00	136.130,33	<b>78.990,22</b>	215.120,55	-65.120,55	143%
03 Sensibiliser les acteurs du secteur, au niveau des		REGIE	5.000,00	3.484,83	<b>482,95</b>	3.967,78	1.032,22	79%
<b>D LE LEADERSHIP DES FEMMES RURALES EST RENFORCÉ</b>			<b>437.500,00</b>	<b>125.962,00</b>	<b>20.230,54</b>	<b>146.192,54</b>	<b>291.307,46</b>	<b>33%</b>
01 Un environnement favorable à l'empowerment des			310.000,00	70.122,23	<b>18.354,56</b>	88.476,79	221.523,21	29%
01 Accompagnement des espaces d'échanges et clubs		REGIE	220.000,00	26.254,05	<b>7.899,71</b>	34.153,76	185.846,24	16%
02 Appui au CPF		REGIE	90.000,00	43.868,18	<b>10.454,85</b>	54.323,03	35.676,97	60%
02 Un environnement favorable à l'empowerment des			127.500,00	55.839,77	<b>1.875,98</b>	57.715,75	69.784,25	45%
01 Appui à la Division Genre		REGIE	107.500,00	16.164,14	<b>1.303,77</b>	17.467,91	90.032,09	16%
02 Consultation Plan d'action Genre pour le secteur de		REGIE	20.000,00	39.675,63	<b>572,21</b>	40.247,84	-20.247,84	201%
<b>X RÉSERVE BUDGÉTAIRE</b>			<b>125.185,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>125.185,00</b>	<b>0%</b>
01 Réserve budgétaire			125.185,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	125.185,00	0%
01 Réserve budgétaire		REGIE	125.185,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	125.185,00	0%
<b>Z MOYENS GÉNÉRAUX</b>			<b>3.902.875,00</b>	<b>3.144.192,96</b>	<b>637.897,77</b>	<b>3.782.090,73</b>	<b>120.784,27</b>	<b>97%</b>
01 Ressources humaines			2.574.375,00	2.006.914,33	<b>515.205,91</b>	2.522.120,24	52.254,76	98%
01 Personnel International (ATI)		REGIE	1.440.000,00	1.065.747,75	<b>285.238,44</b>	1.350.986,19	89.013,81	94%
02 Equipe technique Nationale		REGIE	462.000,00	447.490,99	<b>122.006,79</b>	569.497,78	-107.497,78	123%
03 Equipe nationale administrative et logistique (25%)		REGIE	276.375,00	262.498,94	<b>23.286,23</b>	285.785,17	-9.410,17	103%
		REGIE	11.000.000,00	7.861.308,13	<b>1.461.031,92</b>	9.322.340,05	1.677.659,95	85%
		COGEST						
		<b>TOTAL</b>	<b>11.000.000,00</b>	<b>7.861.308,13</b>	<b>1.461.031,92</b>	<b>9.322.340,05</b>	<b>1.677.659,95</b>	<b>85%</b>



Budget vs Actuals (Year to Month) of RDC1217111 Printed on maandag 14 januari 2019

page: 2

## 6.6 Ressources en termes de communication

En 2018, le PRODAKOR a poursuivi l'appui à l'animation des émissions radiodiffusées en matière d'agriculture. Ces animations sont assurées par quelques agents des Inspections territoriales d'agriculture et de développement rural des territoires de Ngandajika et de la ville de Mwene Ditu. Ces agents sont formés dans la collecte, le traitement et la diffusion des informations à travers les Radio rurales « **Ditunga** » à Ngandajika et « **Tutante** » à Mwene Ditu.

En cette même année, l'équipe technique du PRODAKOR, avec l'appui de la coordination provinciale a produit un document de communication à l'intention du siège de Enabel et qui est intitulé « **Gestion de la fertilité des sols au Kasai Oriental et Lomami** ». Il est encore à la phase d'impression.